

metro



Rapport annuel 2016

Profil corporatif

Avec un chiffre d'affaires annuel dépassant les 12 milliards \$ et plus de 65 000 employés, METRO est un chef de file dans la distribution alimentaire et pharmaceutique au Québec et en Ontario, où elle exploite ou approvisionne un réseau de 942 magasins d'alimentation sous plusieurs bannières dont Metro, Metro Plus, Super C, Food Basics, Adonis et Première Moisson, de même que 258 pharmacies principalement sous les bannières Brunet, Metro Pharmacy et Drug Basics.

Faits saillants 2016

Chiffre d'affaires de 12 787,9 millions \$, en hausse de 4,6 %

Bénéfice net de 586,2 millions \$, en hausse de 12,9 %

Bénéfice net dilué par action de 2,39 \$, en hausse de 18,9 %

Rendement des capitaux propres de 21,9 %, supérieur à 14 % pour une 23^e année consécutive

Augmentation de 19,3 % des dividendes par action, en hausse pour une 22^e année consécutive

Cours de clôture de l'action de 44,09 \$, en hausse de 23,4 %

Réseau de magasins

	Québec	Ontario	Total
SUPERMARCHÉS	204	134	338
	METRO METRO PLUS	METRO	
MARCHÉS D'ESCOMPTE	93	125	218
	SUPER C	FOOD BASICS	
MARCHÉS DE PROXIMITÉ			
MARCHÉ RICHELIEU	59		
MARCHÉ AMI	187		
MARCHÉ EXTRA	104		
TOTAL			350
PARTENAIRES			
ADONIS	9	2	11
PREMIÈRE MOISSON	24	1	25
TOTAL	680	262	942
PHARMACIES	184	74	258
	BRUNET BRUNET PLUS BRUNET CLINIQUE CLINI PLUS	PHARMACY DRUG BASICS	

Supermarchés



Marchés d'escompte



Marchés de proximité



Partenaires



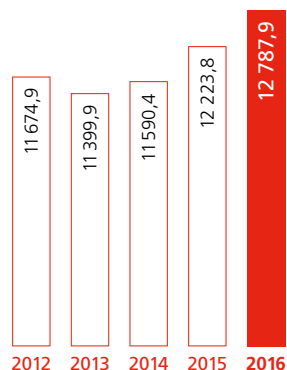
Réseau de pharmacies



Faits saillants financiers

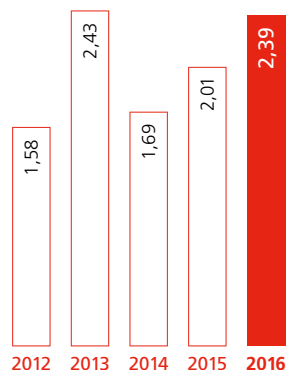
Chiffre d'affaires

(en millions de dollars)



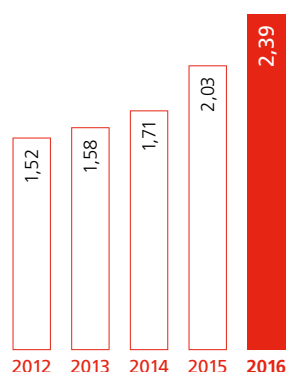
Bénéfice net dilué par action

(en dollars)



Bénéfice net dilué par action des activités poursuivies ajusté⁽²⁾

(en dollars)



2016
52 SEMAINES

2015
52 SEMAINES

2014
52 SEMAINES

2013
52 SEMAINES

2012
53 SEMAINES

Résultats d'exploitation

(en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012
Chiffre d'affaires	12 787,9	12 223,8	11 590,4	11 399,9	11 674,9
BO ⁽¹⁾	931,3	857,8	781,5	765,3	813,9
Bénéfice net	586,2	519,3	456,2	703,9	478,4
Bénéfice net des activités poursuivies ajusté ⁽²⁾	586,2	523,6	460,9	460,7	460,6
Fonds autogénérés	707,4	678,3	433,1	566,0	546,1

Structure financière

(en millions de dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012
Total de l'actif	5 606,1	5 387,1	5 279,5	5 064,2	5 154,9
Dettes non courantes	1 231,0	1 145,1	1 044,7	650,0	973,9
Capitaux propres	2 693,2	2 657,2	2 684,1	2 799,8	2 532,7

Par action

(en dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012
Bénéfice net de base	2,41	2,03	1,70	2,44	1,59
Bénéfice net dilué	2,39	2,01	1,69	2,43	1,58
Bénéfice net dilué des activités poursuivies ajusté ⁽²⁾	2,39	2,03	1,71	1,58	1,52
Valeur comptable	11,52	11,00	10,59	10,21	8,69
Dividendes	0,5367	0,4500	0,3833	0,3217	0,2792

Ratios financiers

(%)

	2016	2015	2014	2013	2012
BO ⁽¹⁾ /chiffre d'affaires	7,3	7,0	6,7	6,7	7,0
Rendement des capitaux propres	21,9	19,4	16,6	26,4	19,4
Dettes non courantes/capital total	31,4	30,1	28,0	18,8	27,8

Cours boursier

(en dollars)

	2016	2015	2014	2013	2012
Haut	48,19	38,10	24,93	25,27	19,89
Bas	35,61	24,27	20,00	18,84	14,59
Cours de clôture (à la fin de l'exercice)	44,09	35,73	24,62	21,58	19,47

⁽¹⁾ Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée

⁽²⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion aux pages 14 et 24

Message du président du conseil

Chers actionnaires,

Poursuivant sur sa lancée de 2015, METRO a enregistré de très bons résultats pour l'exercice 2016, marqués par une croissance de 4,6 % de son chiffre d'affaires, une augmentation de 18,9 % de son bénéfice net dilué par action et un rendement des capitaux propres de 21,9 %.

Je félicite notre président et tous les membres de l'équipe METRO pour leur planification rigoureuse et une exécution de grande qualité. Nous sommes fiers de pouvoir compter sur une équipe de direction chevronnée.



Conseil d'administration

Cette année encore, le conseil a revu et approuvé le plan stratégique de la Société et a soutenu la direction dans les initiatives et projets en cours.

Le conseil a continué d'améliorer la gouvernance de la Société. En effet, le conseil a entre autres approuvé un nouveau code de conduite des employés qui met à jour les dispositions en matière d'éthique qui existaient déjà. De plus, le conseil a adopté une politique visant à encadrer la possibilité pour les administrateurs de siéger au conseil d'administration d'autres sociétés publiques. Cette politique limite notamment le nombre de conseils d'administration de sociétés publiques auxquels un administrateur de la Société peut siéger. Tous les détails concernant le code de conduite et la politique sur les directorats externes se retrouvent dans la *Circulaire de sollicitation de procurations de la direction*.

Siégeant au conseil d'administration depuis 20 ans, M. Serge Ferland a décidé de prendre sa retraite à titre d'administrateur de la Société. M. Ferland est un marchand affilié qui exploite deux supermarchés sous la bannière Metro depuis 1981. Au nom du conseil d'administration, je tiens à le remercier pour ses conseils, sa contribution et le dévouement dont il a fait preuve au cours de son mandat. M. Ferland ne sera pas remplacé, de sorte que le nombre de membres du conseil passera de 14 à 13 en 2017, le conseil jugeant ce nombre adéquat pour s'acquitter de son mandat.

Diversité

METRO reconnaît la valeur de la diversité, notamment en termes d'expérience, d'expertise et de représentativité des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration. À la lumière des récentes recommandations d'organismes en matière de gouvernance, la Société a décidé en 2016 d'augmenter sa cible de représentation minimum des femmes ou des hommes au conseil d'administration de 25 % à 30 %. Notre conseil continuera de compter cinq femmes en 2017, soit 38 % des membres.

Je remercie les membres du conseil d'administration pour leur collaboration et leur engagement à faire de METRO une société performante. Enfin, merci aux actionnaires pour la confiance que vous continuez à nous témoigner.

Réal Raymond
Président du conseil

Message du président et chef de la direction



Chers actionnaires,

J'ai le plaisir de vous présenter notre rapport annuel pour l'exercice qui s'est terminé le 24 septembre 2016.

METRO a connu une autre excellente année. Grâce à nos investissements soutenus dans notre réseau de magasins, à des stratégies de mise en marché bien adaptées aux besoins des clients et à notre discipline d'exécution, notre chiffre d'affaires et notre bénéfice net ont augmenté de façon importante. Nos parts de marché ont crû tant au Québec qu'en Ontario dans un environnement toujours aussi concurrentiel. Toutes nos bannières ont contribué à notre bonne performance.

Le chiffre d'affaires a ainsi atteint 12 787,9 millions \$ en 2016, en hausse de 4,6 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 3,7 %. Le bénéfice net de 586,2 millions \$ a augmenté de 12,9 % par rapport à l'exercice précédent et le bénéfice net dilué par action a été de 2,39 \$, en hausse de 18,9 %. Le rendement des capitaux propres a atteint 21,9 %, soit la 23^e année consécutive où ce rendement est supérieur à 14 %.

Le prix de l'action de METRO était de 35,73 \$ en début d'année et a clôturé à 44,09 \$, en hausse de 23 % pour l'année, de 104 % en trois ans et de 196 % en cinq ans.

Dépasser les attentes de nos clients

En 2016, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre plan d'investissement dans nos magasins, ce qui représente la majorité de nos investissements de 350 millions \$. Au total, nous avons ouvert six magasins et avons complété des rénovations majeures dans 43 autres. Nous avons aussi continué d'investir dans la formation de nos employés afin d'offrir à nos clients un service qui dépasse leurs attentes.

Au Québec, des rénovations majeures et des agrandissements ont été réalisés dans 11 magasins Metro. Nous avons procédé à l'ouverture de trois nouveaux magasins Super C à La Prairie, Saint-Georges et Lavaltrie et à la relocalisation des magasins de Jonquière et de Rivière-du-Loup.

En Ontario, nous avons ouvert un nouveau magasin Metro à Pembroke et un nouveau magasin Food Basics à Bracebridge, en plus de compléter des rénovations majeures dans 12 magasins Metro et 13 magasins Food Basics.

Bien que notre empreinte en pieds carrés alimentaires n'ait que légèrement augmenté au cours des cinq dernières années, nous sommes aujourd'hui plus présents dans le secteur de l'escompte, nous permettant ainsi de répondre au nombre croissant de consommateurs qui fréquentent ces bannières. Ainsi, plusieurs supermarchés Metro ont été convertis à nos bannières d'escompte et la majorité des nouveaux magasins ouverts l'ont été dans le segment de l'escompte. Nous avons par ailleurs continué d'agrandir et de rénover nos supermarchés Metro de sorte que leur superficie moyenne a augmenté au fil du temps afin de présenter une offre toujours plus complète et diversifiée de produits et de services.

Dans nos supermarchés Metro, nous avons par ailleurs continué à miser sur nos programmes de loyauté, *metro&moi* au Québec et *Air Miles*[®] en Ontario, de même que sur la personnalisation de nos offres. Notre priorité demeure cependant d'offrir la meilleure valeur à nos clients avec des produits frais de qualité, la variété qu'ils recherchent, un service supérieur et des prix raisonnables. La marque Metro a d'ailleurs été reconnue à nouveau en 2016 parmi les 25 meilleures marques au Canada par la revue *Canadian Business*.

Tous ces investissements et initiatives ont contribué à ce que chacune de nos bannières améliore l'expérience client, ce qui se traduit par une augmentation des ventes, du panier moyen et du volume, particulièrement dans les produits frais, et ce, en ligne avec notre stratégie.

Message du président et chef de la direction

(suite)



Metro – Candiac, Québec



Food Basics – Bracebridge, Ontario



Brunet – Saint-Émile, Québec

Partenariats

Deux nouveaux magasins Adonis ont ouvert leurs portes en 2016, le premier à Laval et le second dans le quartier Griffintown, à Montréal. Adonis opère maintenant 11 magasins dont neuf sont situés au Québec. Depuis le début de notre partenariat à la fin de 2011, nous avons ouvert sept nouveaux magasins Adonis et avons déployé plusieurs produits distinctifs de la marque Adonis dans nos magasins Metro.

Première Moisson a ouvert son premier magasin à Québec. De plus, nous continuons à déployer l'offre de Première Moisson dans nos magasins Metro, tout particulièrement au Québec mais aussi en Ontario, selon différents concepts, pour offrir une expérience plus recherchée à nos clients au niveau des produits de boulangerie, de pâtisserie et de charcuterie.

Marques privées

La qualité de nos produits de marques privées *Selection* et *Irresistibles* a de nouveau été reconnue cette année par nos clients qui choisissent toujours davantage ces produits et dans de nombreux concours. Ainsi, METRO est l'entreprise qui a récolté le plus grand nombre de prix au concours du Grand Prix canadien des produits nouveaux, grâce à la gamme de produits *Irresistibles* qui a dominé la catégorie Marques privées – Produits alimentaires.

Activités pharmaceutiques

La croissance de notre division pharmaceutique s'est poursuivie au Québec avec l'ouverture de trois nouvelles pharmacies Brunet, soit à Laval, Montréal ainsi qu'à Saint-Émile dans la région de Québec. Nous avons aussi agrandi, rénové ou relocalisé 12 pharmacies à travers le Québec. Finalement, Brunet a été la première bannière au Québec à lancer un programme complet de vaccination appuyé par plus de 125 succursales au Québec, ainsi qu'un programme de cliniques santé-voyage et l'application numérique interactive *Parcours Santé Active*.

En Ontario, une nouvelle pharmacie a été ouverte dans un magasin Metro à Sudbury et six autres pharmacies ont été rénovées.

Le gouvernement du Québec a adopté certaines lois qui pourraient avoir un impact sur nous en tant que distributeur et sur nos pharmaciens franchisés. Nous comprenons la préoccupation du gouvernement de contenir les coûts du régime public d'assurance médicaments, mais nous croyons que certains projets mis de l'avant, tels que des appels d'offres pour la distribution exclusive de médicaments génériques, ne seraient pas dans le meilleur intérêt de la population du Québec et seraient très difficiles à mettre en œuvre.

Situation financière solide

Notre situation financière demeure très saine. À la fin de l'exercice 2016, notre pourcentage de dette non courante sur le total combiné de la dette non courante et des capitaux propres était de 31,4 %. Nous avons aussi une facilité de crédit rotative non utilisée de plus de 415 millions \$. Notre bilan solide ainsi que nos liquidités nous permettent de continuer d'investir dans notre réseau et d'être à l'affût d'acquisitions stratégiques pour notre entreprise.

Le rendement pour nos actionnaires demeure une priorité chez METRO. Notre dividende annuel a augmenté de 19,3 % en 2016, une 22^e année de hausse consécutive. Il s'est élevé à 0,5367 \$ par action, atteignant ainsi 24 % du bénéfice net ajusté⁽¹⁾ de 2015, le tout conformément à la cible communiquée aux actionnaires en janvier 2014.

Nous avons continué d'affecter nos liquidités excédentaires à notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités. Ainsi, pour la période du 10 septembre 2015 au 9 septembre 2016, la Société a racheté plus de 9 800 000 actions ordinaires à un prix moyen de 38,26 \$ pour une considération totale de 376,6 millions \$, représentant 4,1 % des actions émises et en circulation en septembre 2015.

Au cours des cinq dernières années, nous avons remis plus de 2,3 milliards \$ à nos actionnaires sous forme de dividendes et de rachat d'actions.

Perspectives⁽²⁾

Nos résultats démontrent que mettre le client au centre de nos actions est la bonne stratégie si elle est bien exécutée de façon constante. Nous prévoyons que notre industrie demeurera vivement concurrentielle en 2017. La première moitié de l'année posera le défi additionnel de croiser un niveau d'inflation élevé durant la même période en 2016, ce qui mettra une pression sur notre chiffre d'affaires. Cependant, METRO a prouvé dans le passé être capable de continuer de croître de façon profitable dans ce type d'environnement.

Nous prévoyons investir quelque 350 millions \$ en 2017 dans notre réseau, principalement pour l'ouverture de nouveaux points de vente, des agrandissements et des rénovations majeures. Nous ajouterons par ailleurs à notre offre en magasin une offre d'épicerie en ligne qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie numérique globale de l'entreprise qui vise à positionner METRO comme le détaillant qui propose l'expérience en alimentation la plus adaptée aux besoins des consommateurs pour les années à venir. Nous avons lancé en octobre dernier notre première phase d'épicerie en ligne dans le cadre d'un déploiement dans trois magasins de la région de Montréal, déploiement qui se poursuivra dans d'autres régions au fur et à mesure que la demande le justifiera.

METRO célébrera son 70^e anniversaire en 2017 et nous sommes mieux positionnés que jamais pour relever les défis futurs. Nous continuerons de bâtir sur nos succès passés et nos valeurs pour concrétiser notre vision d'offrir la meilleure expérience client dans chacune de nos bannières. Cette vision est soutenue par nos priorités stratégiques : faire de METRO une marque forte et différenciée, ouvrir de nouveaux marchés d'escompte, rechercher continuellement des gains d'efficacité afin de réduire nos coûts d'opérations et réaliser des acquisitions dans le meilleur intérêt à long terme de la Société.

En terminant, nous savons que notre succès dépend d'abord et avant tout de la force de notre équipe et de la détermination de milliers d'individus de respecter nos promesses clients. Je félicite et remercie tous mes collègues et nos marchands pour leur engagement et leur contribution à nos excellents résultats en 2016. Je remercie également les membres du conseil d'administration pour leurs conseils et leur appui constant de même que nos actionnaires pour leur confiance.



Eric R. La Flèche
Président et chef de la direction

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion aux pages 14 et 24

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives » du rapport de gestion à la page 23

VISION

La meilleure expérience client dans chacune de nos bannières

MISSION

Dépasser les attentes de nos clients tous les jours pour gagner leur fidélité à long terme

PILIERES

focus client

meilleure équipe

exécution

efficacité

responsabilité d'entreprise

croissance profitable

Responsabilité d'entreprise

Nous croyons que notre approche en responsabilité d'entreprise est un atout qui nous aide à composer avec un environnement en constante évolution. Nous nous sommes dotés d'un nouveau plan 2016-2020 l'automne dernier, ce qui nous permet d'aligner nos efforts, de prioriser nos actions et de faire des avancées réelles sur le plan de notre performance sociale et environnementale.

Investir dans les collectivités où nous sommes présents

METRO participe chaque année à plusieurs campagnes majeures de financement consacrées à la santé, l'éducation, la culture et la lutte contre la pauvreté. Nous nous sommes d'ailleurs fixé comme objectif de consacrer annuellement à ce programme un montant égal à 1 % de la moyenne du bénéfice net de METRO au cours des trois derniers exercices.

Récupartage

En collaboration avec plusieurs Moissons à travers le Québec, METRO a déployé un programme de récupération de nourriture dans ses supermarchés. En 2016, plus de 140 organismes communautaires auront bénéficié de plus de 20 000 kg de nourriture chaque semaine, et auront pu cuisiner des repas et redistribuer la nourriture à des milliers de personnes qui en dépendent toutes les semaines. Ce projet existe également à Toronto et nous sommes déterminés à l'étendre au plus grand nombre de magasins et de régions possible.



Centraide

Notre campagne Centraide 2016 a connu un succès sans précédent grâce à la contribution de l'ensemble des employés de METRO. Ainsi, pour le Grand Montréal, 860 000 \$ ont été remis à Centraide. Le grand total pour tout le Québec s'élève à plus de 1,3 million \$. Ainsi, METRO contribue à soutenir quelque 360 organismes et un demi-million de personnes démunies.

Pour en apprendre davantage sur les orientations et les réalisations de METRO en matière de responsabilité d'entreprise, veuillez consulter la documentation disponible à metro.ca/responsabilite.

Rapport de gestion et états financiers consolidés

pour l'exercice clos le 24 septembre 2016



metro

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Aperçu général	9
Objectif, mission et stratégie	9
Principaux indicateurs de performance	10
Principales réalisations au cours de l'exercice 2016	10
Information annuelle choisie	12
Perspectives	13
Résultats d'exploitation	14
Résumé des résultats trimestriels	15
Situation de trésorerie	17
Situation financière	17
Sources de financement	20
Obligations contractuelles	20
Transactions entre parties liées	20
Quatrième trimestre	21
Instruments financiers dérivés	22
Nouvelles méthodes comptables	22
Informations prospectives	23
Mesures non conformes aux IFRS	24
Contrôles et procédures	24
Jugements et estimations significatifs	24
Gestion des risques	25
Responsabilité de la direction relativement à l'information financière	29
Rapport des auditeurs indépendants	30
États financiers annuels consolidés	31

Le rapport de gestion qui suit porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. pour l'exercice financier clos le 24 septembre 2016 et doit être lu en parallèle avec les états financiers annuels consolidés et les notes afférentes au 24 septembre 2016. La présente analyse tient compte des informations en date du 25 novembre 2016 à moins d'indication contraire. Des renseignements complémentaires sont également disponibles sur le site SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com, dont la notice annuelle et les lettres d'attestation pour l'exercice 2016.

APERÇU GÉNÉRAL

La Société est un chef de file dans l'industrie alimentaire et pharmaceutique au Québec et en Ontario.

La Société exploite, à titre de détaillant ou de distributeur, différentes bannières alimentaires dans les segments de supermarchés et de marchés d'escompte. Les bannières Metro et Metro Plus, qui comptent 338 supermarchés, visent à satisfaire les consommateurs désireux de trouver du service, de la variété, de la fraîcheur et de la qualité. Les marchés d'escompte Super C et Food Basics, au nombre de 218, offrent aux consommateurs soucieux à la fois d'économie et de qualité, des produits à bas prix. La bannière Adonis, qui compte actuellement 11 magasins, est quant à elle spécialisée dans les produits frais et les aliments méditerranéens et du Moyen-Orient. La majorité de ces magasins appartiennent à la Société ou à des entités structurées et leurs états financiers sont consolidés avec ceux de la Société. Un bon nombre de Metro et Metro Plus appartiennent à des marchands indépendants liés à la Société soit par des baux ou des contrats d'affiliation. Les approvisionnements à ces magasins font partie de notre chiffre d'affaires. La Société agit également comme distributeur en offrant, à des commerces d'alimentation de proximité, des bannières répondant à leur milieu et à leur clientèle. Leurs approvisionnements sont inclus dans le chiffre d'affaires de la Société. La Société exploite aussi l'entreprise Première Moisson, spécialisée dans la boulangerie, pâtisserie, charcuterie et autres mets élaborés selon une approche artisanale et respectueuse des grandes traditions. Elle vend ses produits aux magasins de la Société, à des chaînes de restauration, de distribution et directement aux consommateurs par l'entremise de 25 magasins.

La Société agit également à titre de franchiseur et de distributeur pour 184 pharmacies franchisées Brunet Plus, Brunet, Brunet Clinique et Clini Plus appartenant à des pharmaciens indépendants. La Société exploite aussi 74 pharmacies sous les bannières Metro Pharmacy et Drug Basics, et leurs chiffres d'affaires font partie de celui de la Société. Notre chiffre d'affaires inclut également les approvisionnements faits à des pharmacies non franchisées ainsi qu'à différents centres de santé.

OBJECTIF, MISSION ET STRATÉGIE

L'objectif de la Société est d'offrir la meilleure expérience client dans chacune de nos bannières.

Notre mission est de dépasser les attentes de nos clients tous les jours pour gagner leur fidélité à long terme.

Notre stratégie d'affaires est basée sur quatre piliers : focus client, meilleure équipe, exécution et efficacité.

Nous positionnons le client au centre de toutes nos décisions. La convivialité du service, l'expérience de magasinage agréable et efficace, la qualité de nos produits ainsi que les prix compétitifs sont nos priorités dans nos supermarchés et nos marchés d'escompte.

La meilleure équipe est composée de leaders qui ont à coeur les intérêts de la Société. Des plans de développement, d'avancement et de relève des employés en assurent la continuité.

L'exécution et l'efficacité passent par l'établissement de normes d'exploitation élevées dans l'ensemble de nos activités, une culture d'entreprise axée sur les résultats, une implication de tous nos employés et le suivi de nos performances afin de pouvoir réagir promptement.

L'assise de notre stratégie d'affaires demeure la responsabilité d'entreprise. Nos actions visent à amener une croissance profitable pour tous : employés, actionnaires, partenaires d'affaires et les communautés que nous desservons.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

PRINCIPAUX INDICATEURS DE PERFORMANCE

Nous évaluons la performance globale de la Société à l'aide des principaux indicateurs suivants :

- chiffre d'affaires :
 - croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables;
 - valeur monétaire du panier moyen (transaction moyenne par client) et nombre de transactions;
 - chiffre d'affaires hebdomadaire moyen;
 - chiffre d'affaires hebdomadaire moyen par pied carré;
 - pourcentage du chiffre d'affaires réalisé avec les clients membres des programmes de fidélisation;
 - part de marché;
 - satisfaction de la clientèle;
- pourcentage de marge brute;
- chiffre d'affaires par heure travaillée par magasin pour évaluer la productivité;
- pourcentage du bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée par rapport au chiffre d'affaires;
- pourcentage du bénéfice net par rapport au chiffre d'affaires;
- croissance du bénéfice net par action;
- rendement des capitaux propres;
- investissements dans le réseau de détail :
 - valeur monétaire et nature des investissements dans les magasins;
 - nombre de magasins;
 - superficie moyenne par magasin;
 - superficie totale des magasins.

PRINCIPALES RÉALISATIONS AU COURS DE L'EXERCICE 2016

Notre chiffre d'affaires a augmenté de 4,6 % en 2016 comparativement à celui de 2015. Nos stratégies axées sur les besoins des consommateurs et nos investissements dans notre réseau de détail nous ont permis d'augmenter notre chiffre d'affaires dans un marché très concurrentiel. Le bénéfice net a augmenté de 12,9 % et le bénéfice net dilué par action de 18,9 % comparativement à ceux de 2015. Cette performance a été réalisée grâce à un volume de ventes accru combiné à une grande rigueur dans toutes les activités de la Société. Nous avons réalisé plusieurs projets au cours de l'exercice dont voici les principaux :

- Nous avons procédé, avec les détaillants, à l'ouverture de 8 nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 43 magasins, pour une augmentation brute de 428 300 pieds carrés et une augmentation nette de 135 100 pieds carrés ou 0,7 % de notre réseau de détail.
- Nous avons lancé le programme *J'économise à mon goût* à l'automne 2015 pour la bannière Metro au Québec. Ce programme a comme objectif de permettre à nos clients de découvrir les spéciaux de la semaine, les bas prix longue durée et les nouveaux produits afin de bénéficier de toute la valeur de magasiner chez Metro.
- La bannière Super C a continué sa progression avec l'ajout de nouveaux magasins et en maintenant les promesses de sa campagne publicitaire *Zéro compromis*. Celle-ci assure à sa clientèle des produits toujours frais, toujours en stock, toujours à bas prix.
- Les bannières Food Basics et Metro en Ontario ont réussi à bien se positionner dans un environnement toujours très compétitif en répondant de façon innovante aux attentes des consommateurs.
- Nous avons développé et mis en place une plateforme numérique simple d'utilisation et personnalisée de commerce en ligne. Le processus a été testé durant l'été par les employés et le déploiement s'est effectué le 25 octobre 2016 pour deux magasins dans la région de Montréal et un situé à Laval.
- Le programme *metro&moi* a été reconnu dans le rapport de Bond Loyalty, comme le favori des consommateurs dans la catégorie des supermarchés.
- Nous avons remporté deux prix avec le projet *Juste pour moi* dans le cadre du concours Boomerang. Les prix Boomerang récompensent l'excellence des innovations sur les plateformes numériques.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

- Le programme d'achat local mis en place en 2013 au Québec s'est poursuivi en 2016 portant à 133 le nombre de fournisseurs participants. En juin 2016, Metro a lancé le programme en Ontario pour les produits agro-alimentaires s'assurant ainsi d'avoir un processus structuré dans les deux provinces où elle est présente.
- Nous avons publié en 2016 notre rapport de responsabilité d'entreprise qui fait état de nos réalisations de l'exercice 2015 et qui conclut notre première feuille de route lancée en 2010. Nous avons entre autres dépassé notre objectif de réduire de 25 % la quantité de matières résiduelles destinée à l'élimination comparativement à 2010 et notre objectif de réduire de 10 % notre consommation d'énergie par rapport à 2010. Nous avons également dévoilé notre nouveau plan de Responsabilité d'entreprise 2016-2020.
- Nous avons lancé le programme *Récupartage*. Grâce à celui-ci, des aliments qui auraient autrement été jetés ou compostés sont maintenant récupérés par les Moissons régionales au Québec et par différents organismes en Ontario. Ainsi les produits invendus sont récupérés puis redistribués à des organismes communautaires qui les cuisinent et offrent ensuite des repas aux personnes dans le besoin. Au total 103 magasins dans les deux provinces y participent.
- Les marques privées Metro ont continué à se démarquer tant par la qualité que par l'originalité des produits. Au total 320 nouveaux produits ont été ajoutés au cours de l'exercice. Encore cette année de nombreux prix ont été remportés notamment aux PAC Global Leadership Awards, Vertex Awards et Design Gallery Awards.
- La bannière Richelieu a fêté son 75^e anniversaire d'existence et a renouvelé son image à l'aide d'un logo modernisé et d'un concept de magasin au goût du jour. Cette nouvelle signature promet aux Marché Richelieu d'être *Prêt pour l'avenir*.
- La bannière Brunet a procédé au lancement de son outil interactif *Parcours Santé Active*. Celle-ci présente de nombreuses astuces pour le bien-être du corps et de l'esprit afin de développer des habitudes de vie active. La croissance s'est poursuivie avec l'ouverture de trois nouvelles pharmacies Brunet.
- Nous avons ouvert deux nouveaux magasins Adonis, un à Laval et l'autre dans le quartier Griffintown à Montréal, portant à neuf le nombre de magasins au Québec et à deux en Ontario.
- Nous avons procédé à l'ouverture d'une nouvelle boulangerie Première Moisson à Québec, une première dans cette région. De plus, l'offre de produits Première Moisson a continué à s'améliorer dans les Metro au Québec et en Ontario.
- Nous avons poursuivi notre programme de rachat d'actions sur le marché avec plus de huit millions d'actions rachetées au cours de l'exercice.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

INFORMATION ANNUELLE CHOISIE

	2016	2015	Variation	2014	Variation
<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>			%		%
Chiffre d'affaires	12 787,9	12 223,8	4,6	11 590,4	5,5
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	571,5	506,1	12,9	447,1	13,2
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	14,7	13,2	11,4	9,1	45,1
Bénéfice net	586,2	519,3	12,9	456,2	13,8
Bénéfice net par action de base	2,41	2,03	18,7	1,70	19,4
Bénéfice net dilué par action	2,39	2,01	18,9	1,69	18,9
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	586,2	523,6	12,0	460,9	13,6
Bénéfice net dilué par action ajusté ⁽¹⁾	2,39	2,03	17,7	1,71	18,7
Rendement des capitaux propres (%)	21,9	19,4	—	16,6	—
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,5367	0,4500	19,3	0,3833	17,4
Total de l'actif	5 606,1	5 387,1	4,1	5 279,5	2,0
Parties courante et non courante de la dette	1 246,5	1 161,6	7,3	1 057,1	9,9

Le chiffre d'affaires de la Société a été de 12 787,9 millions \$ en 2016, soit une hausse de 4,6 % comparativement à celui de 2015. Le chiffre d'affaires de 2015 a été de 12 223,8 millions \$ comparativement à 11 590,4 millions \$ en 2014, en hausse de 5,5 %. En 2016, le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 3,7 % alors que la valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 2,0 %. En 2015, le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 4,0 % alors que la valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 3,3 %. En 2014, après avoir connu un léger ralentissement au cours des deux premiers trimestres, notre chiffre d'affaires s'est amélioré au deuxième semestre. Nous avons investi avec discipline pour réduire nos prix de détail afin de protéger nos parts de marché et nous avons été encouragés par la progression de nos ventes dans l'ensemble de nos bannières.

Le bénéfice net de 2016 a été de 586,2 millions \$, en hausse de 12,9 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net de 2015 a été de 519,3 millions \$ comparativement à 456,2 millions \$ en 2014, soit une hausse de 13,8 %. Le bénéfice net dilué par action de 2016 a été de 2,39 \$, en hausse de 18,9 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Le bénéfice net dilué par action de 2015 s'est élevé à 2,01 \$ par rapport à 1,69 \$ en 2014, soit une hausse de 18,9 %.

Pour deux de ces trois exercices, nous avons enregistré des éléments non récurrents. En 2015, nous avons encouru des frais de 4,3 millions \$ après impôts pour le remboursement anticipé de nos billets Série A. En 2014, nous avons décidé de regrouper nos activités de distribution de fruits et légumes et produits laitiers du Québec à notre nouveau centre de Laval et de fermer notre autre entrepôt de fruits et légumes établi à Québec depuis plusieurs décennies. Des frais de fermeture non récurrents de 4,7 millions \$ après impôts ont été enregistrés suite à cette décision.

En excluant ces éléments non récurrents, le bénéfice net de 2016 a été de 586,2 millions \$, en hausse de 12,0 % comparativement au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ de 523,6 millions \$ en 2015, lequel avait été en hausse de 13,6 % comparativement à 460,9 millions \$ en 2014. Le bénéfice net dilué par action de 2016 a été de 2,39 \$, en hausse de 17,7 % comparativement au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 2,03 \$ en 2015, lequel avait été en hausse de 18,7 % comparativement à 1,71 \$ en 2014.

Le rendement des capitaux propres a été de 21,9 % en 2016, de 19,4 % en 2015 et 16,6 % en 2014. Les dividendes par action ont été de 0,5367 \$ en 2016, de 0,45 \$ en 2015 et de 0,3833 \$ en 2014 représentant respectivement 127,1 millions \$, 111,9 millions \$ et 100,6 millions \$ ou 24,3 %, 24,3 % et 21,8 % du bénéfice net ajusté⁽¹⁾ des exercices précédents. Les actifs totaux ont été de 5 606,1 millions \$ en 2016, de 5 387,1 millions \$ en 2015 et de 5 279,5 millions \$ en 2014. La dette était de 1 246,5 millions \$ en 2016, de 1 161,6 millions \$ en 2015 et de 1 057,1 millions \$ en 2014.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

PERSPECTIVES

Nos résultats démontrent que mettre le client au centre de nos actions est la bonne stratégie si elle est bien exécutée de façon constante. Nous prévoyons⁽²⁾ que notre industrie demeurera⁽²⁾ vivement concurrentielle en 2017. La première moitié de l'année posera⁽²⁾ le défi additionnel de croiser un niveau d'inflation élevé durant la même période en 2016, ce qui mettra⁽²⁾ une pression sur notre chiffre d'affaires. Cependant, METRO a prouvé dans le passé être capable de continuer de croître de façon profitable dans ce type d'environnement.

Nous prévoyons⁽²⁾ investir quelque 350 millions \$⁽²⁾ en 2017 dans notre réseau, principalement pour l'ouverture de nouveaux points de vente, des agrandissements et des rénovations majeures. Nous ajouterons⁽²⁾ par ailleurs à notre offre en magasin une offre d'épicerie en ligne qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie numérique globale de l'entreprise qui vise à positionner METRO comme le détaillant qui propose l'expérience en alimentation la plus adaptée aux besoins des consommateurs pour les années à venir. Nous avons lancé en octobre dernier notre première phase d'épicerie en ligne dans le cadre d'un déploiement dans trois magasins de la région de Montréal, déploiement qui se poursuivra⁽²⁾ dans d'autres régions au fur et à mesure que la demande le justifiera.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 a atteint 12 787,9 millions \$, en hausse de 4,6 % par rapport à 12 223,8 millions \$ pour l'exercice 2015, et le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 3,7 %.

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENT ET RÉSULTATS LIÉS À UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Cette mesure du bénéfice exclut les frais financiers, les impôts, les frais pour remboursement anticipé ainsi que l'amortissement et les résultats liés à notre participation dans une entreprise associée.

Pour l'exercice 2016, le bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée a été de 931,3 millions \$ ou 7,3 % du chiffre d'affaires comparativement à 857,8 millions \$ ou 7,0 % du chiffre d'affaires pour l'exercice précédent.

Notre taux de marge brute a été de 19,7 % pour les exercices 2015 et 2016. Notre pourcentage de charges d'exploitation sur le chiffre d'affaires a été de 12,4 % pour l'exercice 2016 comparativement à 12,7 % pour l'exercice 2015, aidé par la croissance de notre chiffre d'affaires.

AMORTISSEMENT, FRAIS FINANCIERS NETS ET FRAIS POUR REMBOURSEMENT ANTICIPÉ

La dépense d'amortissement pour l'exercice 2016 a été de 182,8 millions \$ comparativement à 177,0 millions \$ pour l'exercice 2015.

Pour l'exercice 2016, les frais financiers nets ont été de 61,4 millions \$ comparativement à 58,7 millions \$ en 2015. De plus, des frais de 5,9 millions \$ pour le remboursement anticipé de nos billets de Série A ont été encourus au premier trimestre de 2015.

QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Pour l'exercice 2016, notre quote-part dans les résultats d'Alimentation Couche-Tard a été de 91,1 millions \$ comparativement à 64,3 millions \$ en 2015.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts de l'exercice 2016 a été de 192,0 millions \$ comparativement à 161,2 millions \$ en 2015 avec des taux d'imposition effectifs de 24,7 % et 23,7 % respectivement.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net pour l'exercice 2016 a été de 586,2 millions \$ comparativement à 519,3 millions \$ pour l'exercice 2015, soit une hausse de 12,9 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 2,39 \$ par rapport à 2,01 \$ l'an passé, en hausse de 18,9 %.

BÉNÉFICE NET AJUSTÉ⁽¹⁾

En excluant des résultats de l'exercice 2015 les frais de 4,3 millions \$ après impôts pour le remboursement anticipé de nos billets de Série A, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action de l'exercice 2016 ont été en hausse de 12,0 % et 17,7 % comparativement au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 2015.

Ajustements au bénéfice net

	2016		2015		Variation (%)	
	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	(en millions de dollars)	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué
Bénéfice net	586,2	2,39	519,3	2,01	12,9	18,9
Frais pour remboursement anticipé nets d'impôts	—	—	4,3	0,02		
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	586,2	2,39	523,6	2,03	12,0	17,7

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	2016	2015	Variation (%)
Chiffre d'affaires			
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	2 961,6	2 840,5	4,3
2 ^e trim. ⁽³⁾	2 882,0	2 707,1	6,5
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	4 015,4	3 842,3	4,5
4 ^e trim. ⁽³⁾	2 928,9	2 833,9	3,4
Exercice	12 787,9	12 223,8	4,6
Bénéfice net			
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	139,8	112,5	24,3
2 ^e trim. ⁽³⁾	124,9	111,6	11,9
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	176,5	163,5	8,0
4 ^e trim. ⁽³⁾	145,0	131,7	10,1
Exercice	586,2	519,3	12,9
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾			
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	139,8	116,8	19,7
2 ^e trim. ⁽³⁾	124,9	111,6	11,9
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	176,5	163,5	8,0
4 ^e trim. ⁽³⁾	145,0	131,7	10,1
Exercice	586,2	523,6	12,0
Bénéfice net dilué par action <i>(en dollars)</i>			
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	0,56	0,43	30,2
2 ^e trim. ⁽³⁾	0,51	0,43	18,6
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	0,72	0,64	12,5
4 ^e trim. ⁽³⁾	0,60	0,52	15,4
Exercice	2,39	2,01	18,9
Bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ <i>(en dollars)</i>			
1 ^{er} trim. ⁽³⁾	0,56	0,45	24,4
2 ^e trim. ⁽³⁾	0,51	0,43	18,6
3 ^e trim. ⁽⁴⁾	0,72	0,64	12,5
4 ^e trim. ⁽³⁾	0,60	0,52	15,4
Exercice	2,39	2,03	17,7

⁽³⁾ 12 semaines

⁽⁴⁾ 16 semaines

Le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2016 a atteint 2 961,6 millions \$ comparativement à 2 840,5 millions \$ au premier trimestre de 2015, une hausse de 4,3 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 2,8 % (3,8 % au même trimestre de 2015). La valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 2,8 %. Les stratégies de mise en marché de nos différentes bannières et les investissements soutenus dans nos magasins ont contribué à l'augmentation de notre chiffre d'affaires dans un marché qui demeure très concurrentiel.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2016 a atteint 2 882,0 millions \$ comparativement à 2 707,1 millions \$ au deuxième trimestre de 2015, une hausse de 6,5 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 5,0 % (4,5 % au même trimestre de 2015). La valeur de notre panier alimentaire moyen a connu une inflation de 3,0 %. Notre préoccupation constante d'être à l'affût des attentes de nos clients et les investissements importants dans nos magasins nous ont permis de continuer de croître dans un marché très concurrentiel.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Le chiffre d'affaires du troisième trimestre de 2016 a atteint 4 015,4 millions \$ comparativement à 3 842,3 millions \$ au troisième trimestre de 2015, une hausse de 4,5 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 3,9 % (4,3 % au même trimestre de 2015). L'inflation de notre panier alimentaire moyen a diminué comparativement aux deux trimestres précédents pour s'établir à 1,5 %. Nos formats de magasins variés, nos stratégies de mise en marché efficaces et notre exécution en magasin ont tous contribué à notre croissance.

Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2016 a atteint 2 928,9 millions \$ comparativement à 2 833,9 millions \$ au quatrième trimestre de 2015, une hausse de 3,4 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 2,8 % (3,4 % au même trimestre l'an dernier), alors que l'inflation de notre panier alimentaire a été de 0,7 %. Nos mises en marché efficaces combinées à une bonne exécution en magasins ont contribué à la progression de notre chiffre d'affaires.

Le bénéfice net du premier trimestre de l'exercice 2016 a été de 139,8 millions \$ comparativement à 112,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015, soit une hausse de 24,3 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,56 \$ par rapport à 0,43 \$ au premier trimestre de 2015, en hausse de 30,2 %. En excluant des résultats du premier trimestre de 2015 les frais de 4,3 millions \$ après impôts pour le remboursement anticipé de nos billets de Série A, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du premier trimestre de 2016 ont été en hausse de 19,7 % et 24,4 % comparativement au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 2015.

Le bénéfice net du deuxième trimestre de l'exercice 2016 a été de 124,9 millions \$ comparativement à 111,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015, soit une hausse de 11,9 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,51 \$ par rapport à 0,43 \$ en 2015, en hausse de 18,6 %.

Le bénéfice net du troisième trimestre de l'exercice 2016 a été de 176,5 millions \$ comparativement à 163,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015, soit une hausse de 8,0 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,72 \$ par rapport à 0,64 \$ en 2015, en hausse de 12,5 %.

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2016 a été de 145,0 millions \$ comparativement à 131,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015, soit une hausse de 10,1 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,60 \$ par rapport à 0,52 \$ en 2015, en hausse de 15,4 %.

<i>(en millions de dollars)</i>	2016					2015				
	T1	T2	T3	T4	Exercice	T1	T2	T3	T4	Exercice
Bénéfice net	139,8	124,9	176,5	145,0	586,2	112,5	111,6	163,5	131,7	519,3
Frais pour remboursement anticipé nets d'impôts	—	—	—	—	—	4,3	—	—	—	4,3
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	139,8	124,9	176,5	145,0	586,2	116,8	111,6	163,5	131,7	523,6

<i>Par action (en dollars)</i>	2016					2015				
	T1	T2	T3	T4	Exercice	T1	T2	T3	T4	Exercice
Bénéfice net dilué	0,56	0,51	0,72	0,60	2,39	0,43	0,43	0,64	0,52	2,01
Frais pour remboursement anticipé nets d'impôts	—	—	—	—	—	0,02	—	—	—	0,02
Bénéfice net dilué ajusté ⁽¹⁾	0,56	0,51	0,72	0,60	2,39	0,45	0,43	0,64	0,52	2,03

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

SITUATION DE TRÉSORERIE**ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES**

Les activités opérationnelles ont généré des fonds de 707,4 millions \$ pour l'exercice 2016 comparativement à 678,3 millions \$ pour l'exercice 2015. Cette augmentation est due à la hausse du bénéfice avant impôts net de notre quote-part dans les résultats d'une entreprise associée et de l'écart entre la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement de 2016 par rapport à 2015.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité 328,3 millions \$ pour l'exercice 2016, par rapport à 253,1 millions \$ en 2015. Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles supérieures de 54,8 millions \$ ainsi que l'acquisition d'entreprises de 35,0 millions \$ expliquent cette augmentation.

Au cours de l'exercice 2016, nous avons procédé, avec les détaillants, à l'ouverture de 8 nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 43 magasins, pour une augmentation brute de 428 300 pieds carrés et une augmentation nette de 135 100 pieds carrés ou 0,7 % de notre réseau de détail.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2016, nous avons utilisé des fonds de 373,1 millions \$ comparativement à 439,7 millions \$ pour 2015. Cet écart s'explique principalement par des rachats d'actions moins élevés de 86,7 millions \$ en 2016.

SITUATION FINANCIÈRE

Nous n'anticipons⁽²⁾ aucun risque de liquidité et nous considérons notre situation financière à la fin de l'exercice 2016 comme étant très saine. Nous avons une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 415,4 millions \$. Notre pourcentage de dette non courante sur le total combiné de la dette non courante et des capitaux propres (dette non courante/capital total) était de 31,4 %.

Les principaux éléments de dette non courante à la fin de l'exercice 2016 se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Échéance	Solde (en millions de dollars)
Facilité de crédit rotative	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	3 novembre 2021	184,6
Billets de Série C	Taux fixe de 3,20 %	1 ^{er} décembre 2021	300,0
Billets de Série B	Taux fixe de 5,97 %	15 octobre 2035	400,0
Billets de Série D	Taux fixe de 5,03 %	1 ^{er} décembre 2044	300,0

À la fin de l'exercice 2016, nous avons des contrats de change à terme et des opérations de swap de taux d'intérêt interdévisés afin de nous protéger des variations de taux de change sur nos achats futurs de biens et services en différentes devises et sur nos emprunts US.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Nos principaux ratios financiers se présentaient comme suit :

	Au 24 septembre 2016	Au 26 septembre 2015
Structure financière		
Dette non courante (<i>en millions de dollars</i>)	1 231,0	1 145,1
Capitaux propres (<i>en millions de dollars</i>)	2 693,2	2 657,2
Dette non courante/capital total (%)	31,4	30,1
	Exercices financiers	
	2016	2015
Résultats		
Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée/Frais financiers (<i>fois</i>)	15,2	14,6

CAPITAL-ACTIONS

<i>(en milliers)</i>	Actions ordinaires émises	
	2016	2015
Solde au début de l'exercice	242 285	254 231
Rachat d'actions	(8 477)	(12 676)
Exercice d'options d'achat d'actions	703	730
Solde à la fin de l'exercice	234 511	242 285
Solde aux 25 novembre 2016 et 27 novembre 2015	231 699	239 395

<i>(en milliers)</i>	Actions propres	
	2016	2015
Solde au début de l'exercice	743	761
Acquisitions	165	200
Remises en circulation	(243)	(218)
Solde à la fin de l'exercice	665	743
Solde aux 25 novembre 2016 et 27 novembre 2015	665	743

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

	Au 25 novembre 2016	Au 24 septembre 2016	Au 26 septembre 2015
Options d'achat d'actions (<i>en milliers</i>)	3 461	3 483	3 838
Prix d'exercice (<i>en dollars</i>)	14,55 à 44,73	14,55 à 44,73	11,66 à 35,94
Prix d'exercice moyen pondéré (<i>en dollars</i>)	23,72	23,67	20,34

RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 25 novembre 2016	Au 24 septembre 2016	Au 26 septembre 2015
Unités d'actions au rendement (<i>en milliers</i>)	664	664	741

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Relativement à son programme de rachat pour la période du 10 septembre 2015 au 9 septembre 2016, la Société a racheté 9 842 328 actions ordinaires à un prix moyen de 38,26 \$ pour une considération totale de 376,6 millions \$.

La Société a décidé de renouveler son programme de rachat d'actions afin de se doter d'une option supplémentaire pour utiliser ses liquidités excédentaires dans le meilleur intérêt de la Société. Le conseil d'administration a autorisé la Société à racheter, dans le cours normal de ses activités, entre le 12 septembre 2016 et le 11 septembre 2017, jusqu'à concurrence de 12 000 000 de ses actions ordinaires représentant approximativement 5,1 % de ses actions émises et en circulation le 31 août 2016 à la fermeture de la Bourse de Toronto. Les rachats s'effectueront au prix du marché par l'entremise de cette bourse et conformément à ses règles et politiques, et de toute autre façon permise par celle-ci, de même que par toute autre agence de réglementation en matière de valeurs mobilières, incluant en vertu d'ententes de gré à gré. Entre le 12 septembre 2016 et le 25 novembre 2016, la Société a racheté 3 247 380 de ses actions ordinaires à un prix moyen de 41,83 \$, pour une considération totale de 135,9 millions \$.

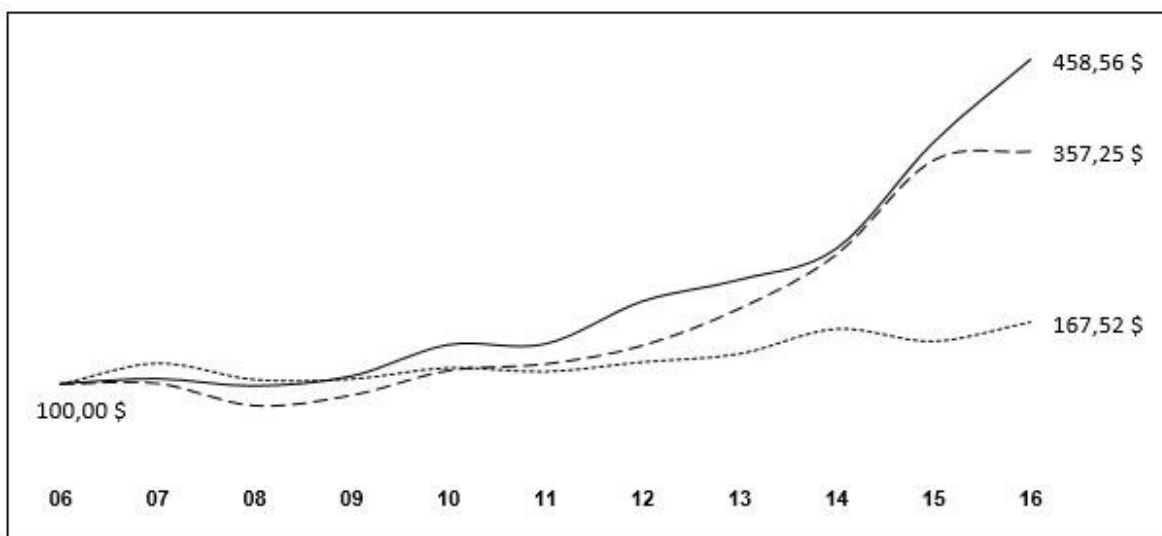
POLITIQUE DE DIVIDENDES

Pour une 22^e année consécutive, la Société a versé à ses actionnaires des dividendes trimestriels. Le dividende annuel a été en hausse de 19,3 % et s'est élevé à 0,5367 \$ par action comparativement à 0,45 \$ en 2015 pour un montant total de 127,1 millions \$ en 2016 et de 111,9 millions \$ en 2015. Les dividendes versés en 2016 représentaient 24,3 % du bénéfice net ajusté⁽¹⁾ de 2015, le tout conformément à la cible communiquée aux actionnaires en janvier 2014.

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

La valeur de l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 35,61 \$ à 48,19 \$ au cours de l'exercice 2016 (24,27 \$ à 38,10 \$ en 2015). Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto a été de 144,4 millions (184,5 millions en 2015). Le cours de clôture du vendredi 23 septembre 2016 était de 44,09 \$ comparativement à 35,73 \$ à la fin de l'exercice 2015. Depuis la fin de l'exercice, l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 38,60 \$ à 43,99 \$. Le cours de clôture du 25 novembre 2016 était de 41,77 \$. L'action de METRO a connu une croissance soutenue au cours des 10 dernières années, affichant une croissance supérieure à l'indice S&P/TSX et à l'indice sectoriel de l'industrie alimentaire canadienne.

RENDEMENT COMPARATIF DES ACTIONS SUR 10 ANS*



— METRO INC.
 S&P/TSX
 - - - S&P/TSX Indice alimentaire

*\$100 investis le 29 septembre 2006 en actions incluant le réinvestissement des dividendes et déterminé à chaque fin d'exercice.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »
⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

SOURCES DE FINANCEMENT

Nos activités opérationnelles ainsi que l'augmentation de notre dette ont permis de générer en 2016 des flux de trésorerie de 707,4 millions \$ et 79,7 millions \$ respectivement. Ces principales sources de flux de trésorerie ont servi à financer nos activités d'investissement, dont des acquisitions d'entreprises, d'immobilisations corporelles et incorporelles de 348,6 millions \$, à procéder à des rachats d'actions au montant de 331,3 millions \$, à verser des dividendes de 127,1 millions \$ et à effectuer nos autres activités d'investissement et de financement.

Le 1^{er} décembre 2014, la Société a émis en placement privé des billets non garantis de premier rang Série C, à un taux d'intérêt nominal fixe de 3,20 % échéant le 1^{er} décembre 2021, d'un capital global de 300,0 millions \$ et des billets non garantis de premier rang Série D, à un taux d'intérêt nominal fixe de 5,03 % échéant le 1^{er} décembre 2044, d'un capital global de 300,0 millions \$. La Société a décidé d'affecter le produit de ces émissions au remboursement de dettes existantes et à d'autres fins générales. Le 5 décembre 2014, elle a remboursé sa facilité de crédit rotative renouvelable non garantie dont le capital se situait à 335,0 millions \$, à un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,39 %. De plus, la Société a remboursé par anticipation, le 31 décembre 2014, ses billets de Série A, au taux d'intérêt nominal fixe de 4,98 % échéant le 15 octobre 2015, d'un capital global de 200,0 millions \$. Des frais pour remboursement anticipé de 5,9 millions \$ ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2015.

À la fin de l'exercice 2016, notre situation financière était composée principalement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 27,5 millions \$, d'une facilité de crédit rotative de 600,0 millions \$ échéant en 2021, dont 184,6 millions \$ étaient utilisés, de billets de Série C de 300,0 millions \$ échéant en 2021, de billets de Série B de 400,0 millions \$ échéant en 2035 et de billets de Série D de 300,0 millions \$ échéant en 2044.

Nous croyons que les flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles de l'an prochain devraient être suffisants pour couvrir entièrement nos besoins de fonds liés aux activités d'investissement, dont des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de l'ordre de 350 millions \$⁽²⁾.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements exigibles par exercice (capital et intérêts)

<i>(en millions de dollars)</i>	Facilité et emprunts	Billets	Obligations en vertu de contrats de location-financement	Obligations en vertu de contrats de service	Obligations en vertu de contrats de location simple	Obligations en vertu de baux et sous-baux ⁽⁵⁾	Total
2017	16,7	48,6	5,9	73,3	182,5	44,4	371,4
2018	7,7	48,6	5,4	69,1	167,3	41,8	339,9
2019	6,6	48,6	4,5	60,0	146,4	39,7	305,8
2020	7,7	48,6	3,5	23,2	124,0	35,8	242,8
2021	5,2	48,6	2,1	—	106,1	32,4	194,4
2022 et suivants	206,7	1 685,3	20,0	—	495,9	196,8	2 604,7
	250,6	1 928,3	41,4	225,6	1 222,2	390,9	4 059,0

⁽⁵⁾ La Société s'est engagée, par des baux s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2035, à louer des locaux qu'elle sous-loue à des clients, et ce, généralement aux mêmes conditions.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Au cours de l'exercice 2016, nous avons approvisionné des supermarchés détenus par un membre du conseil d'administration et nous avons payé des honoraires à Dunnhumby Canada, une coentreprise, pour l'analyse de nos ventes auprès de notre clientèle. Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des affaires, elles ont été comptabilisées à la valeur d'échange et elles sont détaillées à la note 26 des états financiers consolidés.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

QUATRIÈME TRIMESTRE

	2016	2015	Variation %
<i>(en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)</i>			
Chiffre d'affaires	2 928,9	2 833,9	3,4
Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée	221,6	207,4	6,8
Bénéfice net	145,0	131,7	10,1
Bénéfice net dilué par action	0,60	0,52	15,4
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités opérationnelles	224,0	248,0	—
Activités d'investissement	(94,9)	(115,1)	—
Activités de financement	(101,6)	(116,5)	—

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2016 a atteint 2 928,9 millions \$ comparativement à 2 833,9 millions \$ au quatrième trimestre de 2015, une hausse de 3,4 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 2,8 % (3,4 % au même trimestre l'an dernier), alors que l'inflation de notre panier alimentaire a été de 0,7 %. Nos mises en marché efficaces combinées à une bonne exécution en magasins ont contribué à la progression de notre chiffre d'affaires.

BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENT ET RÉSULTATS LIÉS À UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Le bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée (Alimentation Couche-Tard) du quatrième trimestre de 2016 a été de 221,6 millions \$ ou 7,6 % du chiffre d'affaires comparativement à 207,4 millions \$ ou 7,3 % du chiffre d'affaires pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Notre taux de marge brute pour le quatrième trimestre a été de 19,8 % comparativement à 20,0 % pour le trimestre correspondant de 2015. Notre pourcentage de charges d'exploitation sur le chiffre d'affaires a été de 12,2 % au quatrième trimestre de 2016 comparativement à 12,6 % pour le quatrième trimestre de 2015, aidé par la croissance de notre chiffre d'affaires.

AMORTISSEMENT ET FRAIS FINANCIERS NETS

La dépense d'amortissement pour le quatrième trimestre de 2016 a été de 43,9 millions \$ comparativement à 42,9 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2015.

Les frais financiers nets ont été de 14,0 millions \$ au quatrième trimestre de 2016 comparativement à 13,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015.

QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part dans les résultats d'Alimentation Couche-Tard a été 23,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2016 comparativement à 21,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts a été de 42,5 millions \$ au quatrième trimestre de 2016 avec un taux d'imposition effectif de 22,7 % comparativement à 40,8 millions \$ et 23,7 % au quatrième trimestre de 2015.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2016 a été de 145,0 millions \$ comparativement à 131,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015, soit une hausse de 10,1 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,60 \$ par rapport à 0,52 \$ en 2015, en hausse de 15,4 %.

SITUATION DE TRÉSORERIE

Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont généré des fonds de 224,0 millions \$ au quatrième trimestre de 2016 comparativement à 248,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015. Cette diminution s'explique par l'écart entre la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement de 2016 par rapport à celle de 2015.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 94,9 millions \$ au quatrième trimestre comparativement à 115,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015. Cette diminution s'explique par des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles moins élevées en 2016 qu'en 2015.

Activités de financement

Au quatrième trimestre de 2016, nous avons utilisé des fonds de 101,6 millions \$ comparativement à 116,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2015. Cet écart s'explique principalement par des rachats d'actions inférieurs de 71,4 millions \$ en 2016 comparativement à 2015 et par l'augmentation nette moins élevée de 49,9 millions \$ de la dette.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société s'est dotée d'une politique de gestion des risques financiers, approuvée par son conseil d'administration en avril 2010, énonçant les lignes directrices sur l'utilisation des instruments financiers dérivés. Ces lignes directrices interdisent à la Société d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation. Au cours de l'exercice 2016, la Société a utilisé des instruments financiers dérivés tels que décrits aux notes 2 et 28 des états financiers consolidés.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTÉE EN 2016

Présentation des états financiers

Au cours de l'exercice 2016, la Société a adopté par anticipation les modifications relatives à l'IAS 1 « Présentation des états financiers ». L'IAS 1 a été modifiée afin d'apporter des précisions concernant l'importance relative, la structure des notes aux états financiers, la divulgation des méthodes comptables ainsi que le regroupement et la ventilation des informations présentées dans les états financiers. Dans les états consolidés de la situation financière, la Société a regroupé les différents éléments des capitaux propres.

PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Instruments financiers

La norme IFRS 9 « Instruments financiers » remplace l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ». Les principaux changements de cette nouvelle norme sont les suivants :

- une approche unique pour déterminer si les actifs financiers doivent être évalués au coût amorti ou à la juste valeur;
- un nouveau modèle de comptabilité de couverture permettant aux utilisateurs des états financiers de mieux comprendre les risques auxquels une entité est exposée et ses activités de gestion des risques;
- un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues.

L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son application anticipée est permise. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » remplace l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes. Selon l'IFRS 15, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le contrôle des biens ou des services est transféré au client et non plus lorsque les risques et avantages importants lui sont transférés. Des informations supplémentaires doivent être divulguées par voie de notes aux états financiers. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son application anticipée est permise. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

Contrats de location

La norme IFRS 16 « Contrats de location » remplace l'IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations connexes. Selon l'IFRS 16, la plupart des contrats de location seront comptabilisés à l'état de la situation financière selon un modèle unique faisant disparaître la distinction actuelle entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et aux contrats de location d'éléments de faible valeur. L'IFRS 16 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et son application anticipée est permise à certaines conditions. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Nous avons utilisé, dans le présent rapport annuel, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions « prévoir », « demeurer », « poser », « mettre », « ajouter », « poursuivre », « anticiper », « estimer » et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives pouvant être contenues dans le présent rapport font référence à des hypothèses sur l'industrie alimentaire au Canada, l'économie en général, notre budget annuel ainsi que notre plan d'action 2017.

Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. L'arrivée d'un nouveau concurrent est un des exemples de ceux décrits à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport annuel qui pourraient influencer sur la réalisation de ces déclarations. Nous croyons que nos déclarations sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent rapport et qu'elles représentent nos attentes. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les Normes internationales d'information financières (IFRS), nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux IFRS. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les IFRS et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

BÉNÉFICE NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET AJUSTÉ ET BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION AJUSTÉ

Le bénéfice net des activités poursuivies ajusté, le bénéfice net dilué par action des activités poursuivies ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Il s'agit de mesures non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers sont mieux informés des résultats de la période courante et de la période correspondante de l'exercice précédent en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers sont en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef de la direction financière et trésorier de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), tels que définis par le Règlement 52-109 sur l'Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le comité de divulgation, lequel est composé de cadres dirigeants de la Société.

Sous leur supervision, une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des CPCI et du CIIF. En se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef de la direction financière et trésorier de la Société ont conclu que les CPCI et le CIIF étaient efficaces à la fin de l'exercice clos le 24 septembre 2016.

Par conséquent, la conception des CPCI fournit une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société lui est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis, et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

De plus, la conception du CIIF fournit une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Notre rapport de gestion est fondé sur nos états financiers consolidés annuels, préparés conformément aux IFRS, et il est présenté en dollars canadiens, notre unité de mesure. La préparation des états financiers consolidés et des informations financières contenues dans le rapport de gestion nécessite que la direction exerce son jugement, procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, du chiffre d'affaires, des autres revenus et des charges. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur des expériences passées et d'autres facteurs considérés pertinents et raisonnables. Elles sont révisées à chaque date de clôture. L'utilisation d'estimations différentes pourrait entraîner des montants différents dans les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

JUGEMENTS

Les jugements faits par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont résumés ci-après :

Consolidation d'entités structurées

Pour certains magasins d'alimentation, la Société ne détient aucun droit de vote, mais le contrat de franchise lui donne le droit de contrôler les principales activités de ces magasins. Ses décisions ne se limitent pas à protéger ses marques de commerce. Elle conserve la majorité des bénéfices et des pertes de ces magasins. Pour ces raisons, la Société consolide ces magasins d'alimentation dans ses états financiers.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

La Société ne détient aucun droit de vote dans une fiducie créée à l'intention des participants au régime d'unités d'actions au rendement. Toutefois, en vertu d'une convention de fiducie, elle donne les instructions au fiduciaire pour l'achat et la vente des actions de la Société ainsi que pour les paiements faits aux bénéficiaires, elle donne l'argent au fiduciaire pour qu'il achète ses actions, elle assume la variabilité au niveau des droits acquis et elle s'assure que la fiducie détient un nombre suffisant d'actions pour rencontrer ses obligations envers les bénéficiaires. Pour ces raisons, la Société consolide cette fiducie dans ses états financiers.

La Société a également une entente avec un tiers exploitant une usine exclusivement pour ses besoins et selon ses spécifications. Elle en assume tous les coûts. Pour ces raisons, la Société le consolide dans ses états financiers.

Participation dans une entreprise associée

La Société détient moins de 20 % des droits de vote d'une entreprise associée, mais un de ses représentants siège au conseil d'administration de cette entreprise et participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles. La direction a conclu qu'elle exerce une influence notable sur cette entreprise associée et comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence dans ses états financiers consolidés.

RECOURS À DES ESTIMATIONS

Les hypothèses concernant l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relative aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif à la valeur des actifs et des passifs au cours de la période suivante, sont résumées ci-après :

Dépréciation d'actifs

Dans le cadre des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et du goodwill, la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie sont estimées en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs, la méthode de la capitalisation du bénéfice avant frais financiers et impôts (BAII) excédentaire et la méthode de licence libre de redevance. Ces méthodes reposent sur différentes hypothèses, dont l'estimation des flux de trésorerie futurs, le BAII excédentaire, les taux de redevance, le taux d'actualisation, les multiples et le taux de croissance. Les hypothèses clés sont détaillées aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés annuels.

Régimes de retraite et autres régimes

Les obligations au titre des prestations définies, des avantages complémentaires de retraite et autres avantages à long terme ainsi que les coûts associés à ces obligations sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants, l'inflation et les coûts prévus des soins de santé. Les hypothèses clés sont détaillées à la note 23 des états financiers consolidés annuels.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle correspond au prix à payer par la Société pour acheter la participation ne donnant pas le contrôle dans Adonis, Phoenicia et Première Moisson. Le prix à payer est basé principalement sur les bénéfices futurs prévus de ces entités à compter de la date où les options seront exerçables. Étant donné la source d'incertitude relative à l'estimation des bénéfices futurs, la Société a utilisé l'estimé qu'elle a jugé le plus probable à la fin de l'exercice et différentes autres hypothèses, dont le taux d'actualisation, le taux de croissance et les investissements en capital. Des informations supplémentaires sont présentées à la note 28 des états financiers consolidés annuels.

GESTION DES RISQUES

La direction identifie les principaux risques auxquels la Société est exposée. Elle détermine également les mesures adéquates afin de gérer ces risques de manière proactive. Les risques et les mesures de réduction des risques sont présentés de façon continue au comité d'audit et au conseil d'administration. Le service d'audit interne a le mandat d'auditer tous les risques d'affaires selon un plan triennal. Ainsi, à tous les trois ans, chaque secteur fait l'objet d'un audit pour s'assurer que des contrôles ont été mis en place afin de pallier les risques d'affaires liés à son domaine d'activité.

Dans le cours normal de nos opérations, nous sommes exposés à différents risques, dont les principaux sont décrits ci-après, qui pourraient avoir un impact significatif sur nos résultats d'exploitation, notre situation financière et nos flux de trésorerie. Pour contrer les principaux facteurs de risque, nous nous sommes dotés de stratégies propres à chacun.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nous sommes exposés à des responsabilités potentielles et des frais possibles liés aux produits défectueux, à la salubrité des aliments, à la contamination et à la manutention des produits. De telles responsabilités pourraient provenir des activités de fabrication, de conditionnement et d'étiquetage, de conception, de préparation, d'entreposage, de distribution et de présentation de produits. Les produits alimentaires représentent la majeure partie de notre chiffre d'affaires, et nous pourrions être vulnérables dans l'éventualité d'une propagation importante de toxi-infection alimentaire ou d'une hausse des préoccupations liées à la santé publique en ce qui concerne certains produits alimentaires.

Pour pallier ces risques, nous appliquons des procédures et des contrôles de sécurité alimentaire très stricts à l'ensemble de la chaîne de distribution. Des programmes de formation continue offerts par *L'École des professionnels* Metro sont donnés aux employés. Nos principaux centres de distribution de viande sont accrédités *Hazard Analysis and Critical Control Point* (HACCP), soit la norme mondiale la plus élevée dans l'industrie. Nos systèmes nous permettent également de retracer, pour chaque produit de viande distribué par l'un de nos principaux centres de distribution, le magasin où il a été acheminé.

GESTION DE CRISE

Des événements hors de notre contrôle pourraient survenir et avoir une incidence significative sur nos opérations. Nous avons mis en place des plans de relève pour l'ensemble de nos activités. Ces plans prévoient, entre autres, plusieurs lieux physiques de relève en cas de désastre, des génératrices en cas de pannes d'électricité ainsi que des ordinateurs de relève de puissance équivalente aux ordinateurs utilisés par la Société. Un comité directeur supervise et révise régulièrement tous nos plans de relève. Nous avons aussi développé un plan de contingence afin de minimiser l'impact d'une éventuelle pandémie.

SYSTÈMES INFORMATIQUES

Nous dépendons de différents systèmes informatiques qui sont nécessaires au déroulement de nos activités. La non-disponibilité de nos systèmes informatiques aurait une incidence importante sur la bonne marche de nos opérations. De plus, l'accès non autorisé à des informations confidentielles aurait une incidence négative pour nos clients et nos activités.

Au cours de l'exercice précédent, nous avons demandé à une firme spécialisée dans le domaine de faire un audit sur la cybersécurité de nos systèmes informatiques. Aucun élément important n'a été identifié suite à cet audit. Malgré cette conclusion et afin de réduire ces risques, une firme spécialisée procède, sur une base régulière, à des tests d'intrusion. Nous avons également renforcé la sécurité de nos systèmes afin de répondre adéquatement aux nouveaux risques découlant du site de commerce électronique mis en ligne le 25 octobre 2016. De plus, nous avons mis en place depuis plusieurs années des contrôles robustes au niveau des accès.

RELATIONS DE TRAVAIL

La majorité de nos employés des magasins et des centres de distribution est syndiquée. La renégociation des conventions collectives peut entraîner des arrêts ou des ralentissements de travail qui pourraient nous nuire. Nous nous assurons de négocier des conventions collectives à des conditions nous permettant d'être concurrentiels, selon des durées procurant un climat de travail favorable dans tous les secteurs et suivant des échéanciers variés. Au cours des dernières années, nous avons connu certains conflits de travail de peu d'importance et nous prévoyons⁽²⁾ maintenir de bonnes relations de travail pour l'avenir.

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Des accidents de travail pourraient survenir dans l'un de nos sites. Afin de minimiser ce risque, nous avons élaboré une politique en matière de prévention des accidents. De plus, nous avons formé des comités de santé et sécurité au travail qui sont responsables de la prévention des accidents de travail dans chacun de nos sites.

RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Si nos gestes ne respectent pas nos responsabilités environnementale, sociale et économique, nous sommes exposés à des critiques, à des revendications, à des boycottages et même, lorsqu'il y a des manquements à des obligations légales, à des poursuites.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

Afin d'aller au-delà de son rôle de distributeur et devenir un acteur du développement durable, la Société s'est dotée en 2010 d'une démarche en Responsabilité d'entreprise. Étroitement liée à notre stratégie d'affaires, notre démarche est fondée sur quatre piliers : clientèle comblée, respect de l'environnement, renforcement des communautés, et employés engagés, auxquels sont rattachés des priorités. Depuis, la Société publie annuellement un rapport faisant état de l'avancement des différents projets, et en 2016, le nouveau plan de Responsabilité d'entreprise 2016-2020 a été dévoilé. Ce nouveau plan vise à s'assurer de la cohérence de nos actions et que nos pratiques d'affaires s'arriment à nos engagements et objectifs en matière de responsabilité d'entreprise. Pour plus de détails, consulter le metro.ca/responsabilite.

RÉGLEMENTATION

Des modifications sont apportées régulièrement aux normes comptables, lois, règlements, règles ou politiques touchant nos activités. Nous suivons attentivement l'évolution de ces modifications.

MARCHÉ ET CONCURRENCE

L'intensification de la concurrence, l'arrivée possible de nouveaux concurrents et l'évolution des besoins des consommateurs sont pour nous des préoccupations constantes.

Pour faire face à la concurrence et maintenir notre position de chef de file au Québec et en Ontario, nous sommes à l'affût de nouvelles façons de faire et de nouveaux sites. Nous avons un programme d'investissement continu dans nos magasins afin de maintenir un réseau de détail des plus modernes au Canada.

Nous avons également développé une stratégie efficace axée sur la segmentation des marchés. Dans l'alimentation, nos bannières s'adressent à trois segments de marché différents, soit la bannière de supermarchés Metro, les bannières d'escompte Super C et Food Basics ainsi que les magasins de produits ethniques Adonis. Nous avons acquis, au cours de l'exercice 2014, l'entreprise Première Moisson spécialisée dans la boulangerie, pâtisserie, charcuterie et autres mets élaborés selon une approche artisanale et respectueuse des grandes traditions. Dans le marché pharmaceutique, nous avons des pharmacies de grande, de moyenne et de petite surfaces, soit les bannières Brunet, Clini Plus, Metro Pharmacy et Drug Basics.

Avec nos programmes de fidélité *metro&moi* et *Air Miles*[®] dans nos supermarchés Metro et Metro Plus et notre partenaire Dunnhumby Canada Limitée, nous sommes en mesure de connaître les habitudes d'achat de nos clients fidèles et ainsi leur offrir des promotions personnalisées en vue d'augmenter leurs achats chez nous.

PRIX DU CARBURANT, DE L'ÉNERGIE ET DES SERVICES PUBLICS

Nous sommes un grand consommateur de services publics, d'électricité, de gaz naturel et de carburant. Des augmentations de leurs prix pourraient nous affecter.

FOURNISSEURS

Des événements négatifs pourraient affecter l'un de nos fournisseurs et entraîner des interruptions de service et des délais de livraison en magasins. Afin de remédier à cette situation, nous nous approvisionnons auprès de plusieurs fournisseurs. Ainsi, en cas d'interruption de service d'un fournisseur, nous pouvons faire appel aux services d'un autre fournisseur dans de brefs délais.

FRANCHISÉS ET AFFILIÉS

Certains de nos franchisés et affiliés pourraient déroger aux clauses prescrites dans les contrats de franchise et les contrats d'affiliation, comme par exemple les politiques d'achats et les plans de commercialisation. Le non-respect de ces clauses pourrait nous affecter. Une équipe de conseillers aux opérations de détail s'assure de l'application uniforme de nos normes d'exploitation dans chacun de ces magasins.

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

INSTRUMENTS FINANCIERS

Nous effectuons certains achats de biens et services en différentes devises et nous contractons, selon les conditions du marché, des emprunts US à même notre facilité de crédit rotative nous exposant ainsi à un risque de taux de change. Conformément à notre politique de gestion des risques, nous pouvons avoir recours à des instruments financiers dérivés, tels que des contrats de change à terme et des opérations de swap de taux d'intérêt interdevises. Les lignes directrices de la politique nous interdisent d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation, mais elles ne peuvent pas garantir que nous ne subirons pas de pertes découlant de nos instruments financiers dérivés.

Nos comptes débiteurs proviennent en majeure partie de ventes faites à nos clients. Afin de nous prémunir contre des pertes de crédit, nous nous sommes dotés d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter ainsi que les garanties à obtenir. La majorité de nos comptes débiteurs est garantie par des actifs de nos clients affiliés.

Nous sommes également exposés au risque de liquidité en raison principalement de notre dette non courante et de nos créditeurs. Nous évaluons régulièrement notre situation de trésorerie et nous estimons⁽²⁾ que les flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles seront suffisants pour couvrir entièrement nos besoins de fonds liés aux activités de financement.

Montréal, Canada, le 9 décembre 2016

⁽¹⁾ Consulter le tableau « Ajustements au bénéfice net » et la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de METRO INC. ainsi que les autres informations financières contenues dans le rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité comprend le choix judicieux de principes et méthodes comptables appropriés dont l'application nécessite de faire des estimations et de formuler des jugements éclairés. De plus, il lui incombe de s'assurer que l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec celle des états financiers consolidés. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et ont été approuvés par le conseil d'administration.

METRO INC. maintient des systèmes de comptabilité et des contrôles internes à l'égard du processus de présentation de l'information financière qui, de l'avis de la direction, offrent une assurance raisonnable quant à l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même qu'à la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

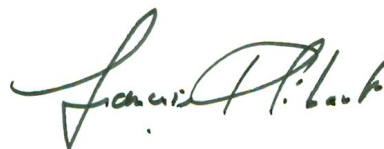
Le conseil d'administration s'assure que la direction s'acquitte de ses responsabilités quant à la présentation de l'information financière et à l'examen des états financiers consolidés et du rapport annuel principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité est formé uniquement d'administrateurs indépendants de la Société et est responsable de recommander la nomination des auditeurs externes. De plus, ce comité tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction ainsi que les auditeurs internes et externes pour discuter des questions touchant le contrôle interne, l'audit et la communication de l'information financière. Les auditeurs internes et externes ont accès au comité sans la direction. Le comité d'audit a examiné les états financiers consolidés de METRO INC. et le rapport annuel et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par le cabinet Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. et le rapport qu'ils ont préparé indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.



Eric R. La Flèche
Président et chef de la direction

Le 9 décembre 2016



François Thibault
Vice-président exécutif,
chef de la direction financière et trésorier

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de **METRO INC.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **METRO INC.**, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015, et les comptes de résultat consolidés, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **METRO INC.** aux 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst & Young S.N.L./S.E.N.C.R.L.¹

Montréal, Canada
Le 15 novembre 2016

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A120803



États financiers annuels consolidés

METRO INC.

24 septembre 2016

Table des matières

	Page
Comptes de résultat consolidés	33
États consolidés du résultat global	34
États consolidés de la situation financière	35
États consolidés des variations des capitaux propres	36
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	38
Notes afférentes aux états financiers consolidés	39
1- Description de l'entreprise	39
2- Principales méthodes comptables	39
3- Nouvelles méthodes comptables	45
4- Jugements et estimations significatifs	45
5- Acquisition d'entreprises	47
6- Informations supplémentaires sur la nature des comptes de résultat	48
7- Impôts sur les bénéfices	49
8- Bénéfice net par action	50
9- Stocks	50
10- Participation dans une entreprise associée	51
11- Immobilisations corporelles	52
12- Immeubles de placement	53
13- Immobilisations incorporelles	54
14- Goodwill	55
15- Autres éléments d'actif	56
16- Emprunts bancaires	56
17- Compensation	56
18- Provisions	57
19- Dette	58
20- Autres éléments de passif	59
21- Capital-actions	59
22- Dividendes	61
23- Avantages du personnel	62
24- Engagements	66
25- Éventualités	67
26- Transactions entre parties liées	68
27- Gestion du capital	69
28- Instruments financiers	69
29- Approbation des états financiers	71

Comptes de résultat consolidés**Exercices clos les 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)*

	2016	2015
Chiffre d'affaires <i>(notes 6 et 26)</i>	12 787,9	12 223,8
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation <i>(notes 6 et 26)</i>	(11 856,6)	(11 366,0)
Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée	931,3	857,8
Amortissement <i>(note 6)</i>	(182,8)	(177,0)
Frais financiers, nets <i>(note 6)</i>	(61,4)	(58,7)
Frais pour remboursement anticipé <i>(note 6)</i>	—	(5,9)
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée <i>(notes 6 et 10)</i>	91,1	64,3
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	778,2	680,5
Impôts sur les bénéfices <i>(note 7)</i>	(192,0)	(161,2)
Bénéfice net	586,2	519,3
Attribuable aux :		
Actionnaires ordinaires de la société mère	571,5	506,1
Participations ne donnant pas le contrôle	14,7	13,2
	586,2	519,3
Bénéfice net par action <i>(en dollars) (notes 8 et 21)</i>		
De base	2,41	2,03
Dilué	2,39	2,01

Voir les notes afférentes

États consolidés du résultat global**Exercices clos les 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars)*

	2016	2015
Bénéfice net	586,2	519,3
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le bénéfice net		
Variations au titre des régimes à prestations définies		
Gains (pertes) actuariels	(90,7)	7,4
Effet de la limite sur l'actif	(0,9)	5,1
Exigence de financement minimal	0,6	(1,2)
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée	(0,7)	0,2
Impôts correspondants	24,3	(3,0)
	(67,4)	8,5
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net		
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée	(0,6)	5,8
Impôts correspondants	0,1	(0,8)
	(0,5)	5,0
	(67,9)	13,5
Résultat global	518,3	532,8
Attribuable aux :		
Actionnaires ordinaires de la société mère	503,6	519,6
Participations ne donnant pas le contrôle	14,7	13,2
	518,3	532,8

Voir les notes afférentes

États consolidés de la situation financière

Aux 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars)

	2016	2015
ACTIFS		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27,5	21,5
Débiteurs (notes 15 et 26)	306,4	290,6
Stocks (note 9)	827,5	824,2
Charges payées d'avance	19,7	18,9
Impôts exigibles	11,9	13,1
	1 193,0	1 168,3
Actifs destinés à la vente	—	4,6
	1 193,0	1 172,9
Actifs non courants		
Participation dans une entreprise associée (note 10)	396,5	315,3
Immobilisations corporelles (note 11)	1 594,8	1 473,2
Immeubles de placement (note 12)	25,7	25,7
Immobilisations incorporelles (note 13)	391,7	379,2
Goodwill (note 14)	1 955,4	1 931,5
Impôts différés (note 7)	9,4	30,7
Actifs au titre des prestations définies (note 23)	7,5	25,9
Autres éléments d'actif (note 15)	32,1	32,7
	5 606,1	5 387,1
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Emprunts bancaires (note 16)	1,4	0,9
Créditeurs (notes 17 et 26)	1 012,8	999,4
Impôts exigibles	35,2	43,3
Provisions (note 18)	2,6	3,7
Partie courante de la dette (note 19)	15,5	16,5
	1 067,5	1 063,8
Passifs non courants		
Dette (note 19)	1 231,0	1 145,1
Passifs au titre des prestations définies (note 23)	160,7	97,9
Provisions (note 18)	2,8	4,3
Impôts différés (note 7)	193,9	187,4
Autres éléments de passif (note 20)	12,2	10,1
Participations ne donnant pas le contrôle (note 28)	244,8	221,3
	2 912,9	2 729,9
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	2 680,6	2 643,4
Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	12,6	13,8
	2 693,2	2 657,2
	5 606,1	5 387,1

Engagements et éventualités (notes 24 et 25)

Voir les notes afférentes

Au nom du conseil d'administration,



ERIC R. LA FLÈCHE

Administrateur



MICHEL LABONTÉ

Administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres
Exercices clos les 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015
(en millions de dollars)

	Attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère							
	Capital- actions <i>(note 21)</i>	Actions propres <i>(note 21)</i>	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 26 septembre 2015	579,0	(18,5)	18,0	2 059,7	5,2	2 643,4	13,8	2 657,2
Bénéfice net	—	—	—	571,5	—	571,5	14,7	586,2
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(67,4)	(0,5)	(67,9)	—	(67,9)
Résultat global	—	—	—	504,1	(0,5)	503,6	14,7	518,3
Exercice d'options d'achat d'actions	12,4	—	(2,1)	—	—	10,3	—	10,3
Rachat d'actions	(20,4)	—	—	—	—	(20,4)	—	(20,4)
Prime sur rachat d'actions	—	—	—	(310,9)	—	(310,9)	—	(310,9)
Acquisition d'actions propres	—	(7,1)	—	—	—	(7,1)	—	(7,1)
Charge relative à la rémunération dont le paiement est fondé sur des actions	—	—	8,5	—	—	8,5	—	8,5
Règlement d'unités d'actions au rendement	—	5,1	(5,2)	(0,1)	—	(0,2)	—	(0,2)
Dividendes <i>(note 22)</i>	—	—	—	(127,1)	—	(127,1)	(12,6)	(139,7)
Quote-part dans les capitaux propres d'une entreprise associée	—	—	0,1	0,6	—	0,7	—	0,7
Variation de la juste valeur du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle <i>(note 28)</i>	—	—	—	(21,0)	—	(21,0)	(2,5)	(23,5)
Vente de succursales en partenariat	—	—	—	—	—	—	0,3	0,3
Rachat de succursales en partenariat	—	—	—	0,8	—	0,8	(1,1)	(0,3)
	(8,0)	(2,0)	1,3	(457,7)	—	(466,4)	(15,9)	(482,3)
Solde au 24 septembre 2016	571,0	(20,5)	19,3	2 106,1	4,7	2 680,6	12,6	2 693,2

Voir les notes afférentes

États consolidés des variations des capitaux propres

Exercices clos les 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars)

	Attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère					Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions (note 21)	Actions propres (note 21)	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			
Solde au 27 septembre 2014	599,2	(15,2)	15,8	2 068,6	0,2	2 668,6	15,5	2 684,1
Bénéfice net	—	—	—	506,1	—	506,1	13,2	519,3
Autres éléments du résultat global	—	—	—	8,5	5,0	13,5	—	13,5
Résultat global	—	—	—	514,6	5,0	519,6	13,2	532,8
Exercice d'options d'achat d'actions	9,9	—	(1,8)	—	—	8,1	—	8,1
Rachat d'actions	(30,1)	—	—	—	—	(30,1)	—	(30,1)
Prime sur rachat d'actions	—	—	—	(387,9)	—	(387,9)	—	(387,9)
Acquisition d'actions propres	—	(7,0)	—	—	—	(7,0)	—	(7,0)
Charge relative à la rémunération dont le paiement est fondé sur des actions	—	—	7,8	—	—	7,8	—	7,8
Règlement d'unités d'actions au rendement	—	3,7	(3,8)	(0,2)	—	(0,3)	—	(0,3)
Dividendes (note 22)	—	—	—	(111,9)	—	(111,9)	(8,6)	(120,5)
Variation de la juste valeur du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle (note 28)	—	—	—	(24,7)	—	(24,7)	(4,4)	(29,1)
Rachat de succursales en partenariat	—	—	—	1,2	—	1,2	(1,9)	(0,7)
	(20,2)	(3,3)	2,2	(523,5)	—	(544,8)	(14,9)	(559,7)
Solde au 26 septembre 2015	579,0	(18,5)	18,0	2 059,7	5,2	2 643,4	13,8	2 657,2

Voir les notes afférentes

Tableaux consolidés des flux de trésorerie
Exercices clos les 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015
(en millions de dollars)

	2016	2015
Activités opérationnelles		
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	778,2	680,5
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	(91,1)	(64,3)
Amortissement	182,8	177,0
Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles, d'immeubles de placement et d'actifs destinés à la vente	1,9	0,6
Pertes de valeur sur des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs destinés à la vente	0,8	10,5
Reprises de pertes de valeur sur des immobilisations corporelles et incorporelles	(5,0)	(4,4)
Charge relative à la rémunération dont le paiement est fondé sur des actions	8,5	7,8
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages du personnel et la charge de l'exercice	(13,5)	(4,2)
Frais pour remboursement anticipé	—	5,9
Frais financiers, nets	61,4	58,7
	924,0	868,1
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	(9,1)	10,6
Intérêts payés	(60,6)	(58,1)
Impôts payés	(146,9)	(142,3)
	707,4	678,3
Activités d'investissement		
Acquisition d'entreprises (note 5)	(35,0)	—
Rachat et vente de succursales en partenariat	—	(0,7)
Variation nette des autres éléments d'actif	0,6	(3,2)
Dividendes d'une entreprise associée	9,4	6,4
Acquisition d'immobilisations corporelles	(278,0)	(220,0)
Cession d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	10,3	3,2
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(35,6)	(38,8)
	(328,3)	(253,1)
Activités de financement		
Variation nette des emprunts bancaires	0,5	(0,6)
Émission d'actions (note 21)	10,3	8,1
Rachat d'actions (note 21)	(331,3)	(418,0)
Acquisition d'actions propres (note 21)	(7,1)	(7,0)
Règlement en espèces d'unités d'actions au rendement	(0,2)	(0,3)
Augmentation de la dette	222,3	701,8
Remboursement de la dette	(142,6)	(611,3)
Variation nette des autres éléments de passif	2,1	(0,5)
Dividendes (note 22)	(127,1)	(111,9)
	(373,1)	(439,7)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6,0	(14,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	21,5	36,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	27,5	21,5

Voir les notes afférentes

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE**

METRO INC. (la Société) est une société par actions incorporée en vertu des lois du Québec. La Société est l'un des principaux détaillants et distributeurs alimentaires au Canada et exploite un réseau de supermarchés, de magasins d'escompte et de pharmacies. Son siège social se situe au 11 011, boulevard Maurice-Duplessis, Montréal, Québec, Canada, H1C 1V6. Ses différentes composantes constituent un seul secteur opérationnel.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés, présentés en dollars canadiens, ont été dressés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les états financiers consolidés ont été préparés dans les limites raisonnables de l'importance relative, selon le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers et de l'actif au titre des prestations définies qui sont évalués à leur juste valeur ainsi que les obligations au titre des prestations définies qui sont évaluées à leur valeur actualisée. Les principales méthodes comptables sont résumées ci-après :

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales ainsi que ceux des entités structurées (note 4). Les transactions et soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Constatation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires provient essentiellement de la vente de biens. Les ventes au détail des magasins corporatifs et des magasins se qualifiant à titre d'entités structurées sont constatées au moment de la vente au consommateur. Les ventes aux magasins affiliés et autres clients sont constatées lorsque les marchandises leur sont livrées. Les rabais consentis par la Société sont comptabilisés en réduction du chiffre d'affaires.

Constatation de contreparties provenant de fournisseurs

Les contreparties en espèces provenant de fournisseurs sont considérées comme un ajustement du prix des produits du fournisseur et, en conséquence, sont enregistrées en réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes lors de leur constatation dans les états financiers consolidés.

Programmes de fidélisation

La Société a deux programmes de fidélisation.

Le premier programme est la propriété d'un tiers et la Société agit à titre de mandataire. Au moment de la vente au consommateur, elle enregistre le coût de ce programme en réduction de son chiffre d'affaires.

Le second programme appartient à la Société. Au moment de la vente au consommateur, la Société enregistre une partie de celle-ci à titre de revenus reportés correspondant à la juste valeur des points émis dans le cadre de ce programme. La détermination de cette juste valeur repose sur la valeur d'échange des points accordés et le taux d'utilisation attendu des points qui sont réévalués régulièrement. Les revenus reportés sont inclus dans les créditeurs et ils sont reconnus dans le chiffre d'affaires au moment de l'utilisation des points par le consommateur.

Conversion des devises

Les états financiers consolidés sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société, soit les dollars canadiens. Les transactions en monnaie étrangère sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère, évalués au coût historique, sont convertis au taux de change à la date de la transaction. Les gains ou pertes résultant de la conversion des devises sont imputés au bénéfice net.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Impôts sur les bénéfices**

Les actifs et les passifs d'impôts exigibles au titre de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les règles fiscales appliqués pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés par les autorités fiscales à la date de clôture.

Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts différés sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donneraient lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à leur valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués d'après les taux d'imposition quasi adoptés pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Les modifications apportées à ces soldes sont constatées dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle elles se produisent. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'apparaît plus probable qu'un bénéfice suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de la totalité ou d'une partie de ces actifs d'impôts différés.

L'impôt relatif à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres.

Paiement fondé sur des actions

Une charge relative à la rémunération dont le paiement est fondé sur des actions est comptabilisée pour les régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions au rendement (UAR) offerts à certains employés de même que pour le régime d'unités d'actions différées (UAD) offert aux administrateurs.

Les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement sur la période d'acquisition des droits et chaque tranche est considérée comme une attribution séparée. La valeur de la charge de rémunération est établie en fonction de la juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation Black-Scholes. La charge de rémunération est comptabilisée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche.

Pour le régime d'UAR, la valeur de la charge de rémunération est établie en fonction de la valeur boursière des actions ordinaires de la Société à la date d'attribution. La charge de rémunération est constatée linéairement sur la période d'acquisition des droits. L'incidence de toute variation du nombre d'UAR est comptabilisée durant la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. L'attribution se qualifie comme un instrument de capitaux propres.

Pour le régime d'UAD, la charge et le passif correspondant sont comptabilisés à la date de l'octroi et leur valeur est établie en fonction de la valeur boursière des actions ordinaires de la Société à cette date. Le passif lié aux UAD est présenté dans les créditeurs et rajusté périodiquement pour tenir compte de toute variation de la valeur boursière des actions ordinaires de la Société.

Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Pour le bénéfice net dilué par action, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sont ajustés pour refléter les effets de toutes les actions potentielles dilutives.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, des fonds d'encaisse, des placements très liquides (dont la durée est initialement fixée à trois mois ou moins) et des dépôts en circulation. Ils sont classés dans les « Actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net » et évalués à la juste valeur. Les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au bénéfice net.

Débiteurs

Les débiteurs et les prêts à certains clients sont classés dans les « Prêts et créances » et sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks en entrepôts est déterminé selon la méthode du coût moyen net de certaines contreparties provenant de fournisseurs. Le coût des stocks en magasins est évalué selon le prix de détail réduit de la marge bénéficiaire brute et de certaines contreparties provenant de fournisseurs. Tous les coûts pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent sont ajoutés au coût des stocks en entrepôts et en magasins.

Actifs destinés à la vente

Les actifs non courants sont classés comme des actifs destinés à la vente si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par une utilisation continue. Cette condition est remplie lorsque la vente est hautement probable, que les actifs sont disponibles en vue d'une vente immédiate dans leur état actuel et que la direction s'est engagée dans un plan de vente qui devrait se conclure dans un délai d'un an à compter de la date de cette classification. Les actifs destinés à la vente sont évalués au moindre de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Ils ne sont pas amortis.

Participation dans une entreprise associée

La Société détient une participation dans une entreprise associée sur laquelle elle exerce une influence notable. Cette participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Participation dans une coentreprise

La Société détient une participation dans une coentreprise dont l'activité économique est exercée sous le contrôle conjoint des coentrepreneurs en vertu d'un accord contractuel. Cette participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et est présentée dans les autres éléments d'actif. La quote-part dans les résultats de la coentreprise est comptabilisée dans le coût des marchandises vendues et charges d'exploitation.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les principales composantes d'une immobilisation corporelle, ayant des durées d'utilité différentes, sont amorties distinctement. Les bâtiments et l'équipement sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité. Les améliorations locatives sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité estimative ou sur la durée restante du contrat de location, si elle est inférieure. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

Bâtiments	20 à 50 ans
Équipement	3 à 20 ans
Améliorations locatives	5 à 20 ans

Contrats de location

Les contrats de location sont classés à titre de contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué est transférée au preneur. Au moment de la comptabilisation initiale, le preneur comptabilise un actif pour le bien loué en vertu du contrat de location-financement à sa juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Un passif correspondant à payer au bailleur est inscrit à l'état consolidé de la situation financière comme obligation découlant de contrats de location-financement. Pour les périodes subséquentes, l'actif est amorti linéairement sur la durée du bail et les intérêts relatifs à l'obligation sont imputés directement au bénéfice net.

Les contrats de location sont classés à titre de contrats de location simple lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué n'est pas transférée au preneur. Les paiements au titre de la location sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont détenus pour valoriser le capital et en retirer des loyers. Ils ne sont pas occupés par leur propriétaire dans le cadre de ses activités ordinaires. Ils sont comptabilisés au coût. À l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, les principales composantes sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité respective qui varie de 20 à 50 ans. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût et sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

Droits de tenure à bail	20 à 40 ans
Logiciels	3 à 7 ans
Primes de rétention dans les réseaux de détail	5 à 30 ans
Relations clients	10 ans

Les bannières que la Société a l'intention de conserver et d'exploiter, les marques privées pour lesquelles elle continue de développer de nouveaux produits et les programmes de fidélisation qu'elle a l'intention de maintenir se qualifient à titre d'immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. Elles sont comptabilisées au coût et ne sont pas amorties.

Goodwill

Le goodwill, lequel représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition, est comptabilisé au coût et n'est pas amorti.

Dépréciation d'actifs non financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société doit déterminer s'il existe un indice de dépréciation pour ses immobilisations corporelles, ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée, ses immeubles de placement et son placement dans une entreprise associée. S'il existe un indice, elle doit effectuer un test de dépréciation. Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et le goodwill, elle doit effectuer un test de dépréciation au minimum à chaque année, qu'il y ait un indice de dépréciation ou non.

Les tests de dépréciation sont effectués au niveau de l'actif lui-même, d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou d'un groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Chaque magasin représente une UGT distincte. Les tests de dépréciation des entrepôts sont effectués au niveau de différents groupes d'UGT. Pour le goodwill et les actifs communs qui ne peuvent pas être attribués en totalité à une seule UGT, les tests de dépréciation sont effectués au niveau du seul secteur opérationnel. Les immeubles de placement, le placement dans une entreprise associée, les bannières, les marques privées et les programmes de fidélisation sont testés au niveau de l'actif lui-même.

Les tests de dépréciation consistent en une comparaison entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable représente la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur d'utilité correspond généralement aux prévisions de flux de trésorerie avant impôts des budgets du prochain exercice approuvés par la direction. Ces prévisions reflètent l'expérience passée et elles sont actualisées à un taux avant impôts correspondant au taux attendu par le marché pour ce type d'investissement. Pour les immeubles de placement, le placement dans une entreprise associée, les bannières, les marques privées et les programmes de fidélisation, la valeur recouvrable représente la juste valeur de ces actifs diminuée des coûts de sortie. Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est constatée au bénéfice net pour un montant égal à l'excédent. Les pertes de valeur liées à une UGT ou groupe d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT, sans toutefois réduire la valeur comptable des actifs en dessous du plus élevé de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie, leur valeur d'utilité et zéro.

À l'exception du goodwill, si une reprise de perte de valeur survient, elle doit être comptabilisée immédiatement au bénéfice net. Les reprises de perte de valeur liées à une UGT ou groupe d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée sur cet actif au cours des exercices antérieurs.

Frais de financement reportés

Les frais de financement relatifs à la dette sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts correspondants. Au moment du remboursement de l'un de ces emprunts, les frais de financement correspondants sont imputés au bénéfice net.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Avantages du personnel**

Les avantages du personnel comprennent les avantages du personnel à court terme qui correspondent aux salaires et charges sociales et sont comptabilisés immédiatement au bénéfice net, ainsi que les indemnités de fin de contrat de travail qui sont enregistrées au passif et au bénéfice net lorsque la Société ne peut plus retirer son offre d'indemnités.

Les avantages du personnel comprennent aussi les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent les prestations de retraite (incluant les régimes à prestations définies et à cotisations définies) et les avantages complémentaires de retraite tels que l'assurance-vie et médicale postérieure à l'emploi. Les avantages du personnel comprennent également les autres avantages à long terme, soit les indemnités pour invalidité de longue durée non couvertes par des régimes d'assurances et les avantages complémentaires offerts aux employés en invalidité de longue durée. La comptabilisation des actifs et des obligations découlant des régimes de retraite à prestations définies, des régimes d'avantages complémentaires de retraite et des autres avantages à long terme est effectuée selon les méthodes comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations définies et le coût des prestations de retraite, des avantages complémentaires de retraite et autres avantages à long terme gagnés par les participants sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Les calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants, l'inflation et les coûts prévus des soins de santé.
- Les obligations au titre des prestations définies sont actualisées d'après les taux de rendement du marché des obligations de sociétés de première catégorie dont les flux de trésorerie correspondent à l'échelonnement et au montant des versements prévus au titre des prestations.
- L'actif ou le passif au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime. Les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur. Dans le cas où un régime est en situation de surplus, cet actif est limité au moindre de la valeur actuarielle déterminée pour fins comptables et de la valeur de l'avantage économique qu'il peut procurer dans le futur sous la forme de remboursements de surplus ou de congés de cotisations. De plus, un passif supplémentaire pourrait être enregistré lorsqu'une exigence de financement minimal au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles.
- La charge d'intérêts sur les obligations au titre des prestations définies, sur la limite sur l'actif et sur l'exigence de financement minimal est nette du produit d'intérêts sur les actifs des régimes, qui est calculé en appliquant le même taux que celui utilisé pour l'évaluation des obligations, et est comptabilisée à titre de frais financiers.
- Les gains ou pertes actuariels sur les régimes de retraite et les avantages complémentaires de retraite résultent des modifications apportées à la fin de l'exercice courant aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies. Ils résultent également des écarts entre l'expérience des régimes au cours de l'exercice courant et les hypothèses retenues à la fin de l'exercice précédent pour déterminer la charge de l'exercice courant et les obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice précédent.
- Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies incluent les gains ou pertes actuariels, le rendement des actifs des régimes, et les variations de la limite sur l'actif et de l'exigence de financement minimal, à l'exclusion du montant déjà considéré dans la charge d'intérêts. Les réévaluations sont comptabilisées pendant la période au cours de laquelle elles surviennent dans les autres éléments du résultat global et reclassées du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués à la fin de chaque période.
- Les écarts actuariels relatifs aux autres avantages à long terme sont comptabilisés en totalité immédiatement au bénéfice net.
- Le coût lié à des changements de conditions relatives à des services passés est comptabilisé immédiatement au bénéfice net.
- Le coût des régimes de retraite à cotisations définies, qui inclut celui des régimes de retraite multi-employeurs, est enregistré lorsque les cotisations sont dues. Étant donné que l'information nécessaire pour évaluer de manière fiable l'obligation et les actifs des régimes multi-employeurs à prestations définies n'est pas disponible et qu'aucune évaluation actuarielle selon les IFRS n'est effectuée, ces régimes sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Au cours de l'exercice 2015, la législation québécoise encadrant les régimes de retraite multi-employeurs à cotisations négociées a été modifiée, clarifiant que les engagements des employeurs se limitent aux cotisations négociées. La très grande majorité des cotisations versées par la Société à des régimes multi-employeurs est versée au Régime de retraite des employés de commerce du Canada (RRECC). La Société, et ses franchisés, représentent environ 25 % du nombre total des participants à ce régime. Une entente à long terme visant à assurer la pérennité du régime a été conclue en 2015. Par cette entente, la Société a convenu d'augmenter son taux de cotisation au RRECC pour les exercices à venir.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Provisions**

Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'elle sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsqu'une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré déficitaire si les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations sont supérieurs aux avantages économiques attendus de ce contrat.

Autres passifs financiers

Les emprunts bancaires, les créditeurs, la facilité de crédit rotative, les billets et les emprunts sont classés dans les « Autres passifs financiers » et sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont généralement comptabilisées dans les capitaux propres. Toutefois, en ce qui concerne les participations dans Adonis, Phoenicia et Première Moisson, la Société a l'option d'acheter les participations de leurs actionnaires minoritaires et ces derniers ont l'option de se faire acheter, par la Société, leurs participations dans ces entreprises sous certaines conditions à compter de la date où les options sont exerçables. Étant donné ces options, les participations ne donnant pas le contrôle deviennent un passif financier qui est classé dans les « Passifs financiers détenus à des fins de transaction » et est évalué à la juste valeur. Les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période peuvent être enregistrés au bénéfice net ou dans les résultats non distribués. La Société a choisi de les enregistrer dans les résultats non distribués.

Instruments financiers dérivés

Conformément à sa stratégie de gestion de risques, la Société utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture. Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société indique si elle appliquera la comptabilité de couverture à cette relation. Le cas échéant, elle documente formellement plusieurs informations notamment le choix d'appliquer la comptabilité de couverture, l'élément couvert, l'élément de couverture, les risques faisant l'objet de la couverture, la durée prévue pendant laquelle la relation devrait être efficace ainsi que les objectifs et la stratégie de gestion des risques.

L'efficacité de la relation de couverture est évaluée au moment de sa mise en place afin de déterminer si elle sera hautement efficace pendant la durée de la relation. De plus, elle est évaluée périodiquement afin de s'assurer que la comptabilité de couverture est toujours appropriée. Les résultats de ces évaluations sont formellement documentés.

La Société utilise des contrats de change à terme et des opérations de swap de taux d'intérêt interdevises. En raison de leur courte échéance, elle a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture. Ces instruments financiers dérivés sont classés dans les « Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net » et évalués à la juste valeur. Les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au bénéfice net.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations de la juste valeur des actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière ou dont la juste valeur est présentée par voie de notes aux états financiers consolidés sont classées selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Exercice**

L'exercice de la Société se termine le dernier samedi de septembre. Les exercices clos les 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015 comprenaient 52 semaines d'exploitation.

3. NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES**ADOPTÉE EN 2016****Présentation des états financiers**

Au cours de l'exercice 2016, la Société a adopté par anticipation les modifications relatives à l'IAS 1 « Présentation des états financiers ». L'IAS 1 a été modifiée afin d'apporter des précisions concernant l'importance relative, la structure des notes aux états financiers, la divulgation des méthodes comptables ainsi que le regroupement et la ventilation des informations présentées dans les états financiers. Dans les états consolidés de la situation financière, la Société a regroupé les différents éléments des capitaux propres.

PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR**Instruments financiers**

La norme IFRS 9 « Instruments financiers » remplace l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ». Les principaux changements de cette nouvelle norme sont les suivants :

- une approche unique pour déterminer si les actifs financiers doivent être évalués au coût amorti ou à la juste valeur;
- un nouveau modèle de comptabilité de couverture permettant aux utilisateurs des états financiers de mieux comprendre les risques auxquels une entité est exposée et ses activités de gestion des risques;
- un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues.

L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son application anticipée est permise. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » remplace l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes. Selon l'IFRS 15, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le contrôle des biens ou des services est transféré au client et non plus lorsque les risques et avantages importants lui sont transférés. Des informations supplémentaires doivent être divulguées par voie de notes aux états financiers. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et son application anticipée est permise. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

Contrats de location

La norme IFRS 16 « Contrats de location » remplace l'IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations connexes. Selon l'IFRS 16, la plupart des contrats de location seront comptabilisés à l'état de la situation financière selon un modèle unique faisant disparaître la distinction actuelle entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et aux contrats de location d'éléments de faible valeur. L'IFRS 16 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et son application anticipée est permise à certaines conditions. La Société évaluera en temps opportun l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

4. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

La préparation des états financiers consolidés nécessite que la direction exerce son jugement, procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, du chiffre d'affaires, des autres revenus et des charges. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur des expériences passées et d'autres facteurs considérés pertinents et raisonnables. Elles sont révisées à chaque date de clôture. L'utilisation d'estimations différentes pourrait entraîner des montants différents dans les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***JUGEMENTS**

Les jugements faits par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont résumés ci-après :

Consolidation d'entités structurées

Pour certains magasins d'alimentation, la Société ne détient aucun droit de vote, mais le contrat de franchise lui donne le droit de contrôler les principales activités de ces magasins. Ses décisions ne se limitent pas à protéger ses marques de commerce. Elle conserve la majorité des bénéfices et des pertes de ces magasins. Pour ces raisons, la Société consolide ces magasins d'alimentation dans ses états financiers.

La Société ne détient aucun droit de vote dans une fiducie créée à l'intention des participants au régime d'UAR. Toutefois, en vertu d'une convention de fiducie, elle donne les instructions au fiduciaire pour l'achat et la vente des actions de la Société ainsi que pour les paiements faits aux bénéficiaires, elle donne l'argent au fiduciaire pour qu'il achète ses actions, elle assume la variabilité au niveau des droits acquis et elle s'assure que la fiducie détient un nombre suffisant d'actions pour rencontrer ses obligations envers les bénéficiaires. Pour ces raisons, la Société consolide cette fiducie dans ses états financiers.

La Société a également une entente avec un tiers exploitant une usine exclusivement pour ses besoins et selon ses spécifications. Elle en assume tous les coûts. Pour ces raisons, la Société le consolide dans ses états financiers.

Participation dans une entreprise associée

La Société détient moins de 20 % des droits de vote d'une entreprise associée, mais un de ses représentants siège au conseil d'administration de cette entreprise et participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles. La direction a conclu qu'elle exerce une influence notable sur cette entreprise associée et comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence dans ses états financiers consolidés.

RECOURS À DES ESTIMATIONS

Les hypothèses concernant l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relative aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif à la valeur des actifs et des passifs au cours de la période suivante, sont résumées ci-après :

Dépréciation d'actifs

Dans le cadre des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et du goodwill, la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie sont estimées en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs, la méthode de la capitalisation du bénéfice avant frais financiers et impôts (BAII) excédentaire et la méthode de licence libre de redevance. Ces méthodes reposent sur différentes hypothèses, dont l'estimation des flux de trésorerie futurs, le BAII excédentaire, les taux de redevance, le taux d'actualisation, les multiples et le taux de croissance. Les hypothèses clés sont détaillées aux notes 13 et 14.

Régimes de retraite et autres régimes

Les obligations au titre des prestations définies, des avantages complémentaires de retraite et autres avantages à long terme ainsi que les coûts associés à ces obligations sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants, l'inflation et les coûts prévus des soins de santé. Les hypothèses clés sont détaillées à la note 23.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle correspond au prix à payer par la Société pour acheter la participation ne donnant pas le contrôle dans Adonis, Phoenicia et Première Moisson. Le prix à payer est basé principalement sur les bénéfices futurs prévus de ces entités à compter de la date où les options seront exerçables. Étant donné la source d'incertitude relative à l'estimation des bénéfices futurs, la Société a utilisé l'estimé qu'elle a jugé le plus probable à la fin de l'exercice et différentes autres hypothèses, dont le taux d'actualisation, le taux de croissance et les investissements en capital. Des informations supplémentaires sont présentées à la note 28.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***5. ACQUISITION D'ENTREPRISES**

Au cours de l'exercice 2016, la Société a acquis les actifs de trois magasins affiliés au Québec pour lesquels elle assurait déjà l'approvisionnement et d'un magasin d'alimentation d'un concurrent en Ontario. Le prix d'achat total a été de 35,3 \$, dont un solde à payer de 0,3 \$ au 24 septembre 2016. L'acquisition de ces magasins a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats des magasins ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective. La répartition finale du prix d'achat total se résumait comme suit :

Actifs nets acquis à leur juste valeur	
Stocks	3,0
Immobilisations corporelles	9,1
Goodwill	23,1
Actifs d'impôts différés	0,1
	<hr/>
	35,3
	<hr/>
Contrepartie en espèces	35,0
Solde à payer	0,3
	<hr/>
	35,3
	<hr/>

Le goodwill résultant des acquisitions correspond à la contribution supplémentaire attendue des magasins au Québec et à un accroissement de clients s'approvisionnant auprès du nouveau magasin d'alimentation en Ontario. Au point de vue fiscal, 75 % du goodwill est traité comme des biens en immobilisations admissibles avec les déductions fiscales y afférentes et 25 % du goodwill n'est pas déductible.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

6. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA NATURE DES COMPTES DE RÉSULTAT

	2016	2015
Chiffre d'affaires	12 787,9	12 223,8
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation		
Coût des marchandises vendues	(10 271,1)	(9 813,5)
Salaires et charges sociales	(697,8)	(686,8)
Charge au titre des avantages du personnel (note 23)	(77,8)	(69,7)
Loyers et charges d'occupation	(420,7)	(409,6)
Autres	(389,2)	(386,4)
	(11 856,6)	(11 366,0)
Bénéfice opérationnel avant amortissement et résultats liés à une entreprise associée	931,3	857,8
Amortissement		
Immobilisations corporelles (note 11)	(156,3)	(150,1)
Immeubles de placement (note 12)	—	(0,1)
Immobilisations incorporelles (note 13)	(26,5)	(26,8)
	(182,8)	(177,0)
Frais financiers, nets		
Intérêts courants	(5,8)	(4,1)
Intérêts non courants	(54,4)	(51,1)
Intérêts sur les obligations au titre des prestations définies nettes des actifs des régimes (note 23)	(3,7)	(4,3)
Amortissement des frais de financement reportés	(0,9)	(1,0)
Revenus d'intérêts	3,7	2,2
Effet du passage du temps	(0,3)	(0,4)
	(61,4)	(58,7)
Frais pour remboursement anticipé	—	(5,9)
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	91,1	64,3
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	778,2	680,5

Des frais pour remboursement anticipé de 5,9 \$ ont été comptabilisés suite au remboursement des billets de Série A au cours de l'exercice 2015.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

<i>(en pourcentage)</i>	2016	2015
Taux combiné prévu par la loi	26,8	26,9
Variations		
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	(1,7)	(1,4)
Autres	(0,4)	(1,8)
	24,7	23,7

Les principales composantes de la charge d'impôts se présentaient comme suit :

Comptes de résultat consolidés

	2016	2015
Exigibles		
Charge d'impôts exigibles	139,6	114,5
Différés		
Ajustement afférent aux différences temporelles	52,4	46,7
	192,0	161,2

États consolidés du résultat global

	2016	2015
Impôts différés liés aux éléments comptabilisés directement en autres éléments du résultat global pendant l'exercice		
Variations au titre des régimes à prestations définies		
Gains (pertes) actuariels	(24,1)	1,9
Effet de la limite sur l'actif	(0,2)	1,4
Exigence de financement minimal	0,1	(0,3)
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée	(0,2)	0,8
	(24,4)	3,8

Notes afférentes aux états financiers consolidés
24 septembre 2016 et 26 septembre 2015
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les impôts différés reflètent l'incidence fiscale nette des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les principales composantes de la charge d'impôts différés, des actifs et des passifs d'impôts différés s'établissaient comme suit :

	États consolidés de la situation financière		Comptes de résultat consolidés	
	Au 24 septembre 2016	Au 26 septembre 2015	2016	2015
Charges à payer, provisions et autres réserves déductibles aux fins fiscales à leur décaissement seulement	6,4	8,5	(2,1)	3,7
Pertes fiscales reportées	5,3	1,1	4,2	(2,5)
Stocks	(10,5)	(9,7)	(0,8)	(0,2)
Avantages du personnel	39,1	17,3	(2,4)	(0,8)
Participation dans une entreprise associée	(52,7)	(41,9)	(10,9)	(7,9)
Écart entre la valeur comptable nette et la valeur fiscale				
Immobilisations corporelles	(75,0)	(39,6)	(35,7)	(34,3)
Immeubles de placement	0,6	0,6	—	(0,1)
Immobilisations incorporelles	(57,6)	(55,9)	(1,7)	0,2
Goodwill	(40,1)	(37,1)	(3,0)	(4,8)
	(184,5)	(156,7)	(52,4)	(46,7)
Actifs d'impôts différés	9,4	30,7		
Passifs d'impôts différés	(193,9)	(187,4)		
	(184,5)	(156,7)		

8. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

<i>(en millions)</i>	2016	2015
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – De base	237,1	248,9
Effet de dilution en vertu des :		
Régime d'options d'achat d'actions	1,5	1,6
Régime d'unités d'actions au rendement	0,7	0,7
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Dilué	239,3	251,2

9. STOCKS

	2016	2015
Stocks en entrepôts	380,4	369,2
Stocks de magasins	447,1	455,0
	827,5	824,2

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***10. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE**

La Société détient une participation de 5,7 % (5,7 % en 2015) d'une entreprise associée publique spécialisée dans le commerce des dépanneurs, soit Alimentation Couche-Tard. La juste valeur, correspondant à la valeur boursière de la participation dans l'entreprise associée, était de 2 114,7 \$ au 24 septembre 2016 (2 006,1 \$ au 26 septembre 2015). La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 1, car elle repose sur des prix cotés sur un marché actif.

La date de clôture des états financiers consolidés de l'entreprise associée est le dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Pour les fins de l'application de la méthode de la mise en équivalence, la Société a utilisé les plus récents états financiers consolidés résumés en dollars américains de l'entreprise associée, soit la période close le 17 juillet 2016 (19 juillet 2015).

Les informations financières résumées, selon les états consolidés de la situation financière de l'entreprise associée convertis au taux de change à la date de clôture, se détaillaient comme suit :

	Au 17 juillet 2016	Au 19 juillet 2015
Actifs courants	3 812,4	3 966,4
Actifs non courants	12 373,2	10 524,2
Passifs courants	(3 439,8)	(3 273,2)
Passifs non courants	(5 922,1)	(5 754,9)
Actifs nets de l'entreprise associée	6 823,7	5 462,5

Les informations financières résumées, selon les comptes de résultat consolidés de l'entreprise associée convertis au taux de change moyen, se détaillaient comme suit :

	2016	2015
Chiffre d'affaires	44 512,1	40 582,1
Bénéfice net	1 604,6	1 139,6
Autres éléments du résultat global	(48,7)	(931,1)
Résultat global	1 555,9	208,5

Ces montants représentent la somme des deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'exercice précédent ainsi que le premier trimestre de l'exercice courant de l'entreprise associée.

Le rapprochement entre ces informations financières résumées et la valeur comptable de la participation de la Société dans cette entreprise associée se résumait comme suit :

	2016	2015
Actifs nets de l'entreprise associée	6 823,7	5 462,5
Quote-part de la Société dans l'entreprise associée	5,7%	5,7%
	389,0	311,4
Autres ajustements	7,5	3,9
Participation dans une entreprise associée	396,5	315,3

Notes afférentes aux états financiers consolidés
24 septembre 2016 et 26 septembre 2015
(en millions de dollars, sauf indication contraire)
11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Bâtiments	Équipement	Améliorations locatives	Bâtiments contrats location- financement	Total
Coût						
Solde au 27 septembre 2014	223,0	605,4	1 268,3	625,0	50,7	2 772,4
Acquisitions	5,2	41,3	106,0	67,5	—	220,0
Ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises	1,9	(1,1)	7,8	(1,8)	(0,1)	6,7
Cessions et radiations	(0,4)	(0,7)	(114,5)	(33,7)	—	(149,3)
Solde au 26 septembre 2015	229,7	644,9	1 267,6	657,0	50,6	2 849,8
Acquisitions	22,5	43,6	130,6	81,3	—	278,0
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises (note 5)	1,2	4,3	2,9	0,7	—	9,1
Cessions et radiations	(2,6)	(7,4)	(126,1)	(35,7)	—	(171,8)
Solde au 24 septembre 2016	250,8	685,4	1 275,0	703,3	50,6	2 965,1
Amortissement cumulé et dépréciation						
Solde au 27 septembre 2014	(0,1)	(151,2)	(827,4)	(363,3)	(24,6)	(1 366,6)
Amortissement	—	(20,5)	(81,7)	(45,5)	(2,4)	(150,1)
Cessions et radiations	—	0,3	112,6	33,1	—	146,0
Pertes de valeur	—	—	(4,5)	(4,6)	—	(9,1)
Reprises de pertes de valeur	—	0,1	1,6	1,3	0,2	3,2
Solde au 26 septembre 2015	(0,1)	(171,3)	(799,4)	(379,0)	(26,8)	(1 376,6)
Amortissement	—	(18,7)	(85,8)	(48,8)	(3,0)	(156,3)
Cessions et radiations	—	1,2	123,7	33,7	—	158,6
Pertes de valeur	—	—	(0,5)	(0,3)	—	(0,8)
Reprises de pertes de valeur	0,1	0,4	1,6	2,7	—	4,8
Solde au 24 septembre 2016	—	(188,4)	(760,4)	(391,7)	(29,8)	(1 370,3)
Valeur comptable nette						
Solde au 26 septembre 2015	229,6	473,6	468,2	278,0	23,8	1 473,2
Solde au 24 septembre 2016	250,8	497,0	514,6	311,6	20,8	1 594,8

Des pertes de valeur ont été enregistrées sur les actifs des magasins d'alimentation dont les flux de trésorerie ont diminué à cause de la concurrence de proximité. Suite à une amélioration de la rentabilité des magasins d'alimentation, des reprises de pertes de valeur ont été enregistrées sur leurs actifs ayant auparavant subi une dépréciation.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***12. IMMEUBLES DE PLACEMENT**

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Solde au 27 septembre 2014	38,2	(11,2)	27,0
Ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises	(0,2)	—	(0,2)
Cessions et radiations	(1,1)	0,1	(1,0)
Amortissement	—	(0,1)	(0,1)
Solde aux 26 septembre 2015 et 24 septembre 2016	36,9	(11,2)	25,7

La juste valeur des immeubles de placement était de 36,0 \$ aux 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 2, car elle repose sur des données observables sur le marché, soit des transactions récentes pour ces actifs ou des actifs similaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée se détaillaient comme suit :

	Droits de tenure à bail	Logiciels	Primes de rétention dans les réseaux de détail	Relations clients	Total
Coût					
Solde au 27 septembre 2014	62,9	165,1	226,8	18,7	473,5
Acquisitions	—	6,6	26,5	—	33,1
Ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises	—	—	—	9,0	9,0
Cessions et radiations	(4,3)	(2,9)	(17,7)	(0,3)	(25,2)
Solde au 26 septembre 2015	58,6	168,8	235,6	27,4	490,4
Acquisitions	—	18,8	20,7	—	39,5
Cessions et radiations	(0,2)	(0,2)	(11,3)	—	(11,7)
Solde au 24 septembre 2016	58,4	187,4	245,0	27,4	518,2
Amortissement cumulé et dépréciation					
Solde au 27 septembre 2014	(42,0)	(151,0)	(98,5)	(9,1)	(300,6)
Amortissement	(1,9)	(4,2)	(18,0)	(2,7)	(26,8)
Cessions et radiations	3,8	2,1	13,3	0,3	19,5
Pertes de valeur (note 11)	(0,8)	—	—	—	(0,8)
Reprises de pertes de valeur (note 11)	1,2	—	—	—	1,2
Solde au 26 septembre 2015	(39,7)	(153,1)	(103,2)	(11,5)	(307,5)
Amortissement	(1,7)	(4,1)	(18,3)	(2,4)	(26,5)
Cessions et radiations	0,1	0,2	10,7	—	11,0
Reprises de pertes de valeur (note 11)	0,2	—	—	—	0,2
Solde au 24 septembre 2016	(41,1)	(157,0)	(110,8)	(13,9)	(322,8)
Valeur comptable nette					
Solde au 26 septembre 2015	18,9	15,7	132,4	15,9	182,9
Solde au 24 septembre 2016	17,3	30,4	134,2	13,5	195,4

Les acquisitions nettes d'immobilisations incorporelles exclues des tableaux consolidés des flux de trésorerie ont été de 4,3 \$ en 2016 (12,9 \$ en 2015).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée se détaillaient comme suit :

	Bannières	Marques privées	Programmes de fidélisation	Total
Solde au 27 septembre 2014	110,3	39,5	23,5	173,3
Ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat des regroupements d'entreprises	23,0	—	—	23,0
Solde aux 26 septembre 2015 et 24 septembre 2016	133,3	39,5	23,5	196,3

Pour les programmes de fidélisation et certaines marques privées, le test de dépréciation a été effectué au niveau de l'actif lui-même. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie, laquelle a été calculée à l'aide de la méthode de la capitalisation du BAII excédentaire. L'estimation du BAII directement attribuable à ces programmes et marques privées, déduction faite d'un rendement sur les actifs contributifs, a été basée sur les données historiques reflétant l'expérience passée. Pour les programmes de fidélisation, le multiple utilisé a été de 7,4 (6,9 en 2015) considérant un taux de croissance de 2,0 % (2,0 % en 2015) correspondant à l'indice des prix à la consommation. Pour ces marques privées, le multiple utilisé a été de 8,2 (7,5 en 2015) considérant un taux de croissance de 2,0 % (2,0 % en 2015) correspondant à l'indice des prix à la consommation. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 3, car elle repose sur des données non observables sur le marché.

Les tests de dépréciation des bannières et de certaines autres marques privées ont été effectués aussi au niveau de l'actif lui-même. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie, laquelle a été calculée à l'aide de la méthode de licence libre de redevance. L'estimation du taux de redevance a été basée sur des sources d'informations externes et des données historiques reflétant l'expérience passée. Pour les bannières, les multiples utilisés ont été de 8,2 et 13,3 (7,5 et 11,8 en 2015) considérant un taux de croissance de 2,0 % (2,0 % en 2015) correspondant à l'indice des prix à la consommation. Pour ces marques privées, le multiple utilisé a été de 13,3 (12,5 en 2015) considérant un taux de croissance de 2,0 % (2,0 % en 2015) correspondant à l'indice des prix à la consommation. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 3, car elle repose sur des données non observables sur le marché.

Aucun changement raisonnablement possible de l'une de ces hypothèses n'entraînerait une valeur comptable supérieure à la valeur recouvrable.

14. GOODWILL

	2016	2015
Solde au début de l'exercice	1 931,5	1 946,6
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises (ajustements suite à la répartition finale du prix d'achat) (note 5)	23,9	(15,1)
Solde à la fin de l'exercice	1 955,4	1 931,5

Pour les fins des tests de dépréciation, la valeur comptable du goodwill a été affectée à l'unique secteur opérationnel de la Société. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa valeur d'utilité, laquelle a été calculée en utilisant les prévisions de flux de trésorerie avant impôts des budgets du prochain exercice approuvés par la direction. Ces prévisions reflétaient l'expérience passée. Le taux d'actualisation avant impôts utilisé a été de 12,1 % (13,5 % en 2015) et aucun taux de croissance n'a été pris en compte. Aucun changement raisonnablement possible de l'une de ces hypothèses n'entraînerait une valeur comptable supérieure à la valeur recouvrable.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***15. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF**

	2016	2015
Prêts à certains clients, portant intérêt à des taux variables, remboursables par versement mensuel, échéant jusqu'en 2031	31,4	31,6
Autres actifs	4,7	4,4
	36,1	36,0
Partie courante comprise dans les débiteurs	4,0	3,3
	32,1	32,7

16. EMPRUNTS BANCAIRES

Aux 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015, la Société avait les marges de crédit des entités structurées à titre d'emprunts bancaires. Les entités structurées consolidées disposent de marges de crédit pour un total de 8,3 \$ (7,9 \$ au 26 septembre 2015), portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %, non garanties et venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2017. Au 24 septembre 2016, 1,4 \$ (0,9 \$ au 26 septembre 2015) des marges de crédit étaient utilisées, au taux d'intérêt de 3,2 % (3,2 % au 26 septembre 2015).

17. COMPENSATION

	2016	2015
Créditeurs (brut)	1 076,3	1 051,7
Rabais de fournisseurs à recevoir	(63,5)	(52,3)
Créditeurs (net)	1 012,8	999,4

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

18. PROVISIONS

	Contrats de location déficitaires	Frais de restructuration	Autres	Total
Solde au 27 septembre 2014	15,0	4,7	1,0	20,7
Provisions additionnelles	3,5	—	9,5	13,0
Montants utilisés	(10,5)	(4,7)	(10,5)	(25,7)
Solde au 26 septembre 2015	8,0	—	—	8,0
Provisions courantes	3,7	—	—	3,7
Provisions non courantes	4,3	—	—	4,3
Solde au 26 septembre 2015	8,0	—	—	8,0
Solde au 26 septembre 2015	8,0	—	—	8,0
Provisions additionnelles	0,4	—	—	0,4
Montants utilisés	(3,0)	—	—	(3,0)
Solde au 24 septembre 2016	5,4	—	—	5,4
Provisions courantes	2,6	—	—	2,6
Provisions non courantes	2,8	—	—	2,8
Solde au 24 septembre 2016	5,4	—	—	5,4

Les contrats de location déficitaires correspondent à des baux pour des locaux que la Société n'utilise plus pour ses opérations. Le montant de la provision pour ces contrats est égal à la valeur actualisée des paiements de location futurs moins les revenus de sous-location estimatifs futurs. L'estimation pourrait varier compte tenu des hypothèses de sous-location. L'échéance à courir de ces contrats de location va d'un an à 13 ans.

La provision pour restructuration était liée à la réorganisation de 2014 du réseau de magasins en Ontario composée de supermarchés Metro qui ont été convertis en magasins d'escompte Food Basics, de conventions collectives rachetées, de préretraites offertes à certains employés et de magasins fermés.

Les autres provisions comprenaient principalement des montants concernant les régimes d'assurance-accident des gouvernements provinciaux.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

19. DETTE

	2016	2015
Facilité de crédit rotative, au taux d'intérêt moyen pondéré de 2,18 % (2,63 % en 2015), remboursable le 3 novembre 2021 ou avant	184,6	97,5
Billets de Série C, au taux d'intérêt nominal fixe de 3,20 %, échéant le 1 ^{er} décembre 2021 et rachetables à la juste valeur en tout temps avant leur échéance au gré de l'émetteur	300,0	300,0
Billets de Série B, au taux d'intérêt nominal fixe de 5,97 %, échéant le 15 octobre 2035 et rachetables à la juste valeur en tout temps avant leur échéance au gré de l'émetteur	400,0	400,0
Billets de Série D, au taux d'intérêt nominal fixe de 5,03 %, échéant le 1 ^{er} décembre 2044 et rachetables à la juste valeur en tout temps avant leur échéance au gré de l'émetteur	300,0	300,0
Emprunts, échéant à diverses dates jusqu'en 2027, au taux d'intérêt moyen de 2,72 % (2,95 % en 2015)	39,0	38,0
Obligations découlant de contrats de location-financement portant intérêt au taux effectif de 8,3 % (8,4 % en 2015)	28,9	33,0
Frais de financement reportés	(6,0)	(6,9)
	1 246,5	1 161,6
Partie courante	15,5	16,5
	1 231,0	1 145,1

La facilité de crédit rotative d'un montant maximum de 600,0 \$ porte intérêt à des taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires et est non garantie. Au 24 septembre 2016, la facilité de crédit rotative autorisée non utilisée était de 415,4 \$ (502,5 \$ au 26 septembre 2015). Étant donné que la Société augmente et diminue fréquemment cette facilité de crédit par des acceptations bancaires d'un minimum de 30 jours et pour simplifier la présentation, la Société juge qu'il est préférable pour la compréhension de ses activités de financement de ne présenter que les variations nettes annuelles au tableau consolidé des flux de trésorerie. Au 24 septembre 2016, la facilité de crédit rotative comprenait des emprunts de 95,0 \$US (nul au 26 septembre 2015). Le 1^{er} septembre 2016, l'échéance de la facilité de crédit rotative a été prolongée jusqu'au 3 novembre 2021.

L'amortissement des frais de financement reportés et les dettes liées à l'acquisition d'immobilisations incorporelles exclus des tableaux consolidés des flux de trésorerie ont été de 5,2 \$ en 2016 (14,0 \$ en 2015).

Les remboursements de la dette au cours des prochains exercices s'établiront comme suit :

	Facilité et emprunts	Billets	Obligations découlant de contrats de location-financement	Total
2017	11,8	—	5,9	17,7
2018	3,0	—	5,4	8,4
2019	2,1	—	4,5	6,6
2020	3,2	—	3,5	6,7
2021	0,8	—	2,1	2,9
2022 et suivants	202,7	1 000,0	20,0	1 222,7
	223,6	1 000,0	41,4	1 265,0

Les paiements minimums des obligations découlant de contrats de location-financement comprenaient des intérêts de 12,5 \$ sur ces obligations en 2016 (14,9 \$ en 2015).

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***20. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF**

	2016	2015
Passifs relatifs aux baux	8,1	8,5
Autres passifs	4,1	1,6
	12,2	10,1

21. CAPITAL-ACTIONS

Le capital-actions autorisé de la Société se résumait comme suit :

- nombre illimité d'actions ordinaires, comportant un droit de vote par action, participatives, sans valeur nominale;
- nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a procédé à la subdivision de ses actions ordinaires à raison de 3 actions ordinaires pour une action ordinaire. Toutes les informations portant sur les actions ont été retraitées pour refléter l'incidence de la subdivision.

Actions ordinaires émises

Les actions ordinaires émises et les changements survenus en cours d'exercice se résumaient comme suit :

	Nombre <i>(en milliers)</i>	
Solde au 27 septembre 2014	254 231	599,2
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 387,9 \$	(12 676)	(30,1)
Exercice d'options d'achat d'actions	730	9,9
Solde au 26 septembre 2015	242 285	579,0
Rachat d'actions en espèces excluant une prime de 310,9 \$	(8 477)	(20,4)
Exercice d'options d'achat d'actions	703	12,4
Solde au 24 septembre 2016	234 511	571,0

Actions propres

Les changements relativement aux actions propres survenus en cours d'exercice se résumaient comme suit :

	Nombre <i>(en milliers)</i>	
Solde au 27 septembre 2014	761	(15,2)
Acquisitions	200	(7,0)
Remises en circulation	(218)	3,7
Solde au 26 septembre 2015	743	(18,5)
Acquisitions	165	(7,1)
Remises en circulation	(243)	5,1
Solde au 24 septembre 2016	665	(20,5)

Les actions propres sont détenues en fiducie à l'intention des participants au régime d'UAR. Elles seront remises en circulation lors des règlements des UAR. Cette fiducie, considérée comme une entité structurée, est consolidée aux états financiers de la Société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains employés de la Société qui prévoit l'attribution d'options visant l'achat d'un nombre maximum de 30 000 000 actions ordinaires. Au 24 septembre 2016, un solde de 6 444 996 actions pouvaient être émises suite à l'exercice d'options (7 148 016 au 26 septembre 2015). Le prix de souscription de chaque action ordinaire visée par une option attribuée en vertu du régime correspond au cours du marché des actions le jour précédant la date de l'attribution et doit être payé intégralement au moment de l'exercice de l'option. Le conseil d'administration détermine les autres modalités d'exercice des options attribuées, mais aucune option ne peut avoir une durée supérieure à cinq ans à compter de la date à laquelle l'option peut être exercée, en tout ou en partie, pour la première fois, et la durée totale ne doit en aucun cas excéder dix ans à compter de la date à laquelle l'option a été attribuée. Les options peuvent généralement être exercées deux ans après leur attribution à raison de 20 % par année.

Les options d'achat d'actions en circulation et les changements survenus en cours d'exercice se résument comme suit :

	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
Solde au 27 septembre 2014	4 125	16,97
Attribuées	484	35,42
Exercées	(730)	11,15
Annulées	(41)	23,42
Solde au 26 septembre 2015	3 838	20,34
Attribuées	392	40,40
Exercées	(703)	14,59
Annulées	(44)	27,35
Solde au 24 septembre 2016	3 483	23,67

Les informations relatives aux options d'achat d'actions en circulation et pouvant être exercées au 24 septembre 2016 se résument comme suit :

Fourchettes des prix d'exercice (en dollars)	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre (en milliers)	Durée restante moyenne pondérée (en mois)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)	Nombre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars)
14,55 à 17,72	1 287	20,9	16,28	897	15,95
19,47 à 24,69	1 343	47,6	21,84	378	21,63
35,42 à 44,73	853	70,9	37,68	—	—
	3 483	43,4	23,67	1 275	17,64

La juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice 2016 s'est établie à 4,65 \$ par option (4,32 \$ en 2015) et a été déterminée selon le modèle Black-Scholes à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,7 % (0,9 % en 2015), durée prévue de 5,3 ans (5,3 ans en 2015), volatilité prévue de 15,0 % (15,3 % en 2015) et un taux de dividende prévu de 1,3 % (1,3 % en 2015). La volatilité prévue repose sur la volatilité historique des prix des actions sur une période similaire à la durée de vie des options.

La charge de rémunération relative aux options d'achat d'actions s'est élevée à 2,2 \$ pour l'exercice 2016 (2,2 \$ en 2015).

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)***Régime d'unités d'actions au rendement**

La Société a un régime d'UAR. En vertu de ce programme, des dirigeants et des employés clés (les participants) reçoivent périodiquement un nombre déterminé d'UAR, lequel peut augmenter s'il y a atteinte par la Société de certains indicateurs de performance financière. Les UAR donnent aux participants le droit de recevoir des actions ordinaires de la Société ou, au gré de celle-ci, la valeur équivalente en espèces. Les droits rattachés aux UAR sont acquis à la fin d'une période de trois ans.

Les UAR en circulation et les changements survenus en cours d'exercice se résumaient comme suit :

	Nombre <i>(en milliers)</i>
Solde au 27 septembre 2014	803
Octroyées	175
Réglées	(229)
Annulées	(8)
Solde au 26 septembre 2015	741
Octroyées	184
Réglées	(247)
Annulées	(14)
Solde au 24 septembre 2016	664

La juste valeur moyenne pondérée des UAR octroyées au cours de l'exercice 2016, soit la valeur boursière d'une action ordinaire de la Société à la date d'attribution, s'est établie à 40,38 \$ par UAR (33,48 \$ en 2015).

La charge de rémunération relative aux UAR s'est élevée à 6,3 \$ pour l'exercice 2016 (5,6 \$ en 2015).

Régime d'unités d'actions différées

La Société a un régime d'UAD qui a pour objet d'encourager l'actionnariat des administrateurs qui ne sont pas des dirigeants de la Société. En vertu de ce programme, les administrateurs qui remplissent les exigences minimales de détention d'actions peuvent choisir de recevoir en tout ou en partie leur rémunération en UAD. Les droits rattachés aux UAD sont acquis au moment de l'octroi. La Société verse un montant forfaitaire en espèces à l'administrateur lorsqu'il quitte ses fonctions.

La charge relative aux UAD s'est élevée à 4,5 \$ pour l'exercice 2016 (5,5 \$ en 2015).

Au 24 septembre 2016, le passif relatif aux UAD s'élevait à 14,4 \$ (14,5 \$ au 26 septembre 2015).

22. DIVIDENDES

Pour l'exercice 2016, la Société a versé des dividendes de 127,1 \$ aux détenteurs d'actions ordinaires (111,9 \$ en 2015), soit 0,5366667 \$ par action (0,45 \$ en 2015). Le 26 septembre 2016, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,14 \$ par action ordinaire payable le 14 novembre 2016.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
24 septembre 2016 et 26 septembre 2015
(en millions de dollars, sauf indication contraire)
23. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre aux salariés admissibles plusieurs régimes à prestations définies et à cotisations définies qui garantissent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages à long terme qui dans certains cas sont en fonction du nombre d'années de service ou du salaire moyen de fin de carrière. Les régimes de retraite à prestations définies sont capitalisés au moyen de cotisations versées par l'employeur et certains régimes sont également capitalisés au moyen de cotisations versées par les participants. La Société offre également aux salariés et aux retraités admissibles des avantages sous forme de soins de santé et d'assurance-vie ainsi que d'autres avantages à long terme. Les régimes d'avantages complémentaires de retraite ainsi que les autres avantages à long terme ne sont pas capitalisés et sont présentés à titre d'autres régimes. Des comités de retraite composés de représentants de l'employeur et d'employés assument la responsabilité fiduciaire à l'égard de certains régimes.

Les régimes de retraite à prestations définies et les régimes d'avantages complémentaires de retraite exposent la Société à des risques actuariels comme le risque de taux d'intérêt, le risque de longévité, le risque d'investissement et le risque d'inflation. Par conséquent, la politique de placement de la Société prévoit la composition d'un portefeuille diversifié dont la composante obligataire s'apparie à l'échelonnement et aux versements prévus au titre des prestations.

Les variations de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies se présentaient comme suit :

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	1 027,3	38,5	981,2	39,6
Cotisations des participants	6,7	—	5,9	—
Prestations payées	(43,0)	(3,4)	(38,4)	(3,5)
Éléments au bénéfice net				
Coût des services rendus	37,9	2,0	37,1	2,1
Charge d'intérêts	44,2	1,7	42,2	1,7
Coût des services passés	(0,1)	—	—	0,3
Gains actuariels	—	(0,4)	—	(0,8)
	82,0	3,3	79,3	3,3
Éléments au résultat global				
Pertes (gains) actuariels découlant des hypothèses démographiques	—	(1,2)	1,5	(1,0)
Pertes (gains) actuariels découlant des hypothèses financières	157,6	2,3	(2,3)	0,1
Ajustements liés à l'expérience	(1,5)	(0,2)	0,1	—
	156,1	0,9	(0,7)	(0,9)
Solde à la fin de l'exercice	1 229,1	39,3	1 027,3	38,5

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pouvait être répartie comme suit:

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
<i>(en pourcentage)</i>				
Participants en activité	63	73	61	74
Participants titulaires de droits à prestations différées	4	—	4	—
Retraités	33	27	35	26

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les variations de la juste valeur des actifs des régimes se présentaient comme suit :

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Juste valeur au début de l'exercice	1 001,7	—	949,0	—
Cotisations de l'employeur	51,0	3,4	41,1	3,5
Cotisations des participants	6,7	—	5,9	—
Prestations payées	(43,0)	(3,4)	(38,4)	(3,5)
Éléments au bénéfice net				
Produits d'intérêts	42,5	—	40,0	—
Frais d'administration	(1,5)	—	(1,7)	—
	41,0	—	38,3	—
Éléments au résultat global				
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	66,3	—	5,8	—
Juste valeur à la fin de l'exercice	1 123,7	—	1 001,7	—

Les variations de la limite sur l'actif et de l'exigence de financement minimal relativement aux régimes de retraite se détaillaient comme suit :

	2016		2015	
	Limite sur l'actif	Exigence de financement minimal	Limite sur l'actif	Exigence de financement minimal
Solde au début de l'exercice	(6,7)	(1,2)	(11,4)	—
Intérêts	(0,2)	(0,1)	(0,4)	—
Variation des actifs au titre des prestations définies	(0,9)	—	5,1	—
Variation des passifs au titre des prestations définies	—	0,6	—	(1,2)
Solde à la fin de l'exercice	(7,8)	(0,7)	(6,7)	(1,2)

La valeur de l'avantage économique qui a déterminé la limite sur l'actif représente la valeur actuelle des congés de cotisations futures. L'exigence de financement minimal représente la valeur actuelle des cotisations requises selon la loi et qui une fois effectuée ne résulte pas en un avantage économique pour la Société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
24 septembre 2016 et 26 septembre 2015
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les variations de la situation de capitalisation des régimes à prestations définies se présentaient comme suit :

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(1 229,1)	(39,3)	(1 027,3)	(38,5)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	1 123,7	—	1 001,7	—
Situation de capitalisation	(105,4)	(39,3)	(25,6)	(38,5)
Effet de la limite sur l'actif	(7,8)	—	(6,7)	—
Exigence de financement minimal	(0,7)	—	(1,2)	—
	(113,9)	(39,3)	(33,5)	(38,5)
Actifs au titre des prestations définies	7,5	—	25,9	—
Passifs au titre des prestations définies	(121,4)	(39,3)	(59,4)	(38,5)
	(113,9)	(39,3)	(33,5)	(38,5)

La charge au titre des régimes à cotisations et à prestations définies comptabilisée au bénéfice net se détaillait comme suit :

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations définies , incluant les régimes multi-employeurs	36,3	0,6	28,7	0,6
Régimes à prestations définies				
Coût des services rendus au cours de l'exercice	37,9	2,0	37,1	2,1
Coût des services passés	(0,1)	—	—	0,3
Gains actuariels	—	(0,4)	—	(0,8)
Frais d'administration	1,5	—	1,7	—
	39,3	1,6	38,8	1,6
Charge au titre des avantages du personnel	75,6	2,2	67,5	2,2
Intérêts sur les obligations, la limite sur l'actif et l'exigence de financement minimal nets des actifs des régimes, présentés dans les frais financiers	2,0	1,7	2,6	1,7
Charge nette totale	77,6	3,9	70,1	3,9

Les réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global se détaillaient comme suit :

	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Pertes (gains) actuariels sur les obligations encourus	156,1	0,9	(0,7)	(0,9)
Rendement des actifs des régimes	(66,3)	—	(5,8)	—
Variation de l'effet de la limite sur l'actif	0,9	—	(5,1)	—
Variation de l'exigence de financement minimal	(0,6)	—	1,2	—
	90,1	0,9	(10,4)	(0,9)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Le total des paiements en espèces au titre des avantages du personnel, qui est constitué des cotisations de la Société à ses régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ses autres régimes non capitalisés, se chiffrait à 54,4 \$ en 2016 (44,6 \$ en 2015). La Société prévoit verser des cotisations de 47,7 \$ aux régimes à prestations définies et 29,5 \$ aux régimes multi-employeurs au cours du prochain exercice.

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies était de 15,5 ans au 24 septembre 2016 (15,7 ans au 26 septembre 2015).

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de la capitalisation des régimes de retraite de la Société ont été préparées à diverses dates entre décembre 2014 et septembre 2016 et les prochaines évaluations seront effectuées entre décembre 2016 et décembre 2017.

Les actifs des régimes, évalués principalement en fonction de prix cotés sur un marché actif, sont détenus en fiducie et leurs répartitions moyennes pondérées étaient comme suit aux dates de mesure :

Catégories d'actifs (en pourcentage)	2016	2015
Actions de sociétés canadiennes	24	26
Actions de sociétés étrangères	29	26
Obligations gouvernementales et corporatives	40	40
Autres	7	8

Les actifs des régimes de retraite comprenaient des titres émis par la Société d'une juste valeur de 5,0 \$ au 24 septembre 2016 (5,9 \$ au 26 septembre 2015).

Les principales hypothèses actuarielles pour déterminer l'obligation et le coût des services au titre des prestations définies étaient les suivantes :

(en pourcentage)	2016		2015	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation pour l'obligation	3,35	3,35	4,20	4,20
Taux d'actualisation pour le coût des services rendus	4,35	4,35	4,20	4,20
Taux de croissance de la rémunération	3,0	3,0	3,0	3,0
Table de mortalité	CPM2014Priv	CPM2014Priv	CPM2014Priv	CPM2014Priv

Pour déterminer le taux d'actualisation le plus approprié, la direction prend en compte les taux d'intérêt des obligations de première catégorie d'entités opérant au Canada dont les flux de trésorerie correspondent à l'échelonnement et au montant des versements prévus au titre des prestations. Le taux de mortalité est basé sur les tables de mortalité disponibles. Les augmentations futures de salaires et de pensions de retraite sont établies en prenant en compte les niveaux prévisionnels d'inflation.

L'incidence d'une variation de 1 % du taux d'actualisation, sans tenir compte de la modification des autres hypothèses, serait comme suit :

(en millions de dollars)	Régimes de retraite		Autres régimes	
	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Effet sur l'obligation au titre des prestations définies	(183,1)	221,3	(3,4)	4,1

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

Le taux de croissance annuelle hypothétique du coût des soins de santé couverts par participant a été fixé à 5,8 % (5,9 % en 2015). Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer graduellement pour s'établir à 4,5 % en 2034 et demeurer à ce niveau par la suite. L'incidence d'une variation de 1 % de ce taux serait comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Effet sur l'obligation au titre des prestations définies	2,1	(1,8)

24. ENGAGEMENTS**Contrats de location simple**

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location simple, à louer des locaux et de l'équipement qu'elle utilise à des fins commerciales. La durée de ces contrats s'échelonne sur différentes périodes jusqu'en 2037 avec une à 14 options de renouvellement de cinq ans. La Société n'a pas la possibilité d'acquérir les actifs loués à l'échéance des contrats de location, mais détient un droit de premier refus dans certains cas. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location simple s'établiront comme suit :

	2016	2015
Moins de 1 an	182,5	178,5
Entre 1 an et 5 ans	543,8	547,8
Plus de 5 ans	495,9	489,5
	1 222,2	1 215,8

Par ailleurs, la Société s'est engagée, par des contrats de location s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2035 avec une à 17 options de renouvellement de cinq ans, à louer des locaux qu'elle sous-loue à des clients, et ce, généralement aux mêmes conditions. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location simple s'établiront comme suit :

	2016	2015
Moins de 1 an	44,4	42,9
Entre 1 an et 5 ans	149,7	148,1
Plus de 5 ans	196,8	199,4
	390,9	390,4

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Contrats de location-financement

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location-financement, à louer des locaux qu'elle utilise à des fins commerciales. La durée de ces contrats s'échelonne sur différentes périodes jusqu'en 2036 avec trois à sept options de renouvellement de cinq ans. La Société n'a pas la possibilité d'acquérir les actifs loués à l'échéance des contrats de location. Les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre de la location s'établiront comme suit :

	Paiements minimaux au titre de la location		Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	
	2016	2015	2016	2015
Moins de 1 an	5,9	6,5	3,7	4,0
Entre 1 an et 5 ans	15,5	19,3	10,5	13,0
Plus de 5 ans	20,0	22,1	14,7	16,0
Paiements minimaux au titre de la location	41,4	47,9	28,9	33,0
Frais financiers futurs	(12,5)	(14,9)	—	—
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	28,9	33,0	28,9	33,0

Contrats de service

La Société s'est également engagée en vertu de contrats de service essentiellement pour du transport et de l'informatique. La durée de ces contrats s'échelonne sur différentes périodes jusqu'en 2020, sans option de renouvellement. Les paiements futurs minimaux au titre de ces contrats de service s'établiront comme suit :

	2016	2015
Moins de 1 an	73,3	68,4
Entre 1 an et 5 ans	152,3	210,1
	225,6	278,5

25. ÉVENTUALITÉS

Cautionnements

Pour certains de ses clients avec lesquels des relations commerciales sont établies, la Société assume une responsabilité éventuelle à titre de caution en vertu de contrats de location s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2026, dont les loyers minimums annuels moyens pour les cinq prochains exercices seront de 0,2 \$ (0,3 \$ en 2015). Au 24 septembre 2016, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu de ces cautionnements était de 1,6 \$ (2,1 \$ au 26 septembre 2015). De plus, la Société s'est portée garante de prêts consentis à certains de ses clients par des institutions financières, s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2028. Le solde de ces prêts au 24 septembre 2016 s'élevait à 27,5 \$ (27,2 \$ au 26 septembre 2015). Aucun passif n'était inscrit relativement à ces divers cautionnements pour les exercices clos les 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015.

Réclamations

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses actions et réclamations. La Société conteste le bien-fondé de ces actions et réclamations, et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible la situation financière et les résultats consolidés de la Société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

26. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société détient des participations importantes dans les filiales, la coentreprise et l'entreprise associée suivantes :

Noms	Pays de constitution	Pourcentage d'intérêt dans le capital	Pourcentage de droits de vote
Filiales			
Metro Richelieu Inc.	Canada	100,0	100,0
McMahon Distributeur pharmaceutique Inc.	Canada	100,0	100,0
Metro Ontario Inc.	Canada	100,0	100,0
Metro Québec Immobilier Inc.	Canada	100,0	100,0
Metro Ontario Real Estate Limited	Canada	100,0	100,0
Metro Ontario Pharmacies Limited	Canada	100,0	100,0
Groupe Adonis Inc.	Canada	55,0	55,0
Groupe Phoenicia Inc.	Canada	55,0	55,0
Groupe Première Moisson Inc.	Canada	75,0	75,0
Coentreprise			
Dunnhumby Canada Limitée	Canada	50,0	50,0
Entreprise associée			
Alimentation Couche-Tard Inc.	Canada	5,7	17,0

Dans le cours normal des affaires, les transactions suivantes ont été conclues avec des parties liées :

	2016		2015	
	Ventes	Services reçus	Ventes	Services reçus
Coentreprise	—	9,8	—	10,4
Entreprises contrôlées par un membre du conseil d'administration	30,3	—	30,0	—
	30,3	9,8	30,0	10,4

	2016		2015	
	Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs
Coentreprise	—	(1,8)	1,0	(0,7)
Entreprises contrôlées par un membre du conseil d'administration	0,9	—	0,9	—
	0,9	(1,8)	1,9	(0,7)

La rémunération des principaux dirigeants et des administrateurs se détaillait comme suit :

	2016	2015
Rémunération et avantages à court terme	6,1	6,6
Avantages postérieurs à l'emploi	0,7	0,8
Rémunération dont le paiement est fondé sur des actions	4,3	4,0
	11,1	11,4

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

27. GESTION DU CAPITAL

La Société tend à maintenir un niveau de capital qui lui permet de rencontrer plusieurs objectifs, entre autres :

- Viser un pourcentage de dette non courante sur le total combiné de la dette non courante et des capitaux propres (ratio dette non courante/capital total) inférieur à 50 %.
- Conserver une cote de crédit suffisante pour l'obtention de la qualification « Catégorie d'investissement » pour ses billets à terme.
- Verser un dividende annuel total représentant un pourcentage variant de 20 % à 30 % du bénéfice net de l'exercice précédent, excluant des éléments non récurrents, avec une cible de 25 %.

Dans sa structure du capital, la Société considère ses régimes d'options d'achat d'actions et d'UAR offerts à des employés clés et des dirigeants. De plus, le programme de rachat d'actions constitue l'un des outils que la Société utilise dans l'atteinte de ses objectifs.

La Société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital.

Pour l'exercice 2016, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- un ratio dette non courante/capital total de 31,4 % (30,1 % au 26 septembre 2015);
- une cote de crédit BBB confirmée par S&P et DBRS (même cote en 2015);
- un dividende de 24,3 % du bénéfice net de l'exercice précédent excluant des éléments non récurrents (24,3 % en 2015).

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent.

28. INSTRUMENTS FINANCIERS

JUSTE VALEUR

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, dont l'échéance n'est pas courante, étaient les suivantes :

	2016		2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Autres éléments d'actif				
Prêts et créances				
Prêts à certains clients (note 15)	31,4	31,4	31,6	31,6
Participations ne donnant pas le contrôle				
Passif financier détenu à des fins de transaction	244,8	244,8	221,3	221,3
Dette (note 19)				
Autres passifs financiers				
Facilité de crédit rotative	184,6	184,6	97,5	97,5
Billets de série C	300,0	317,9	300,0	307,6
Billets de série B	400,0	494,2	400,0	453,1
Billets de série D	300,0	343,4	300,0	303,2
Emprunts	39,0	39,0	38,0	38,0
	1 223,6	1 379,1	1 135,5	1 199,4

La juste valeur des prêts à certains clients, de la facilité de crédit rotative et des emprunts correspond à la valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 2, car elle repose sur des données observables sur le marché.

Notes afférentes aux états financiers consolidés**24 septembre 2016 et 26 septembre 2015***(en millions de dollars, sauf indication contraire)*

La juste valeur des billets représente les obligations auxquelles la Société aurait à faire face advenant la négociation de billets similaires aux conditions actuelles du marché. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 2, car elle repose sur des données observables sur le marché.

La juste valeur du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle correspond à une estimation du prix à payer qui est basé principalement sur la valeur actualisée des bénéfices futurs prévus d'Adonis, Phoenicia et Première Moisson à compter de la date où les options seront exerçables. La Société a classé l'évaluation de cette juste valeur au niveau 3, car elle repose sur des données qui ne sont pas observables sur le marché. Les bénéfices futurs prévus de ces entités sont réévalués à chaque période à l'aide du plan stratégique de développement et dont le taux de croissance annuel pondéré était de 7,1 % au 24 septembre 2016 (8,6 % au 26 septembre 2015). Une augmentation de ces bénéfices de 1 % entraînerait une augmentation de la juste valeur du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle de 2,1 \$.

Les variations du passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle se détaillaient comme suit:

	2016	2015
Solde au début de l'exercice	221,3	192,2
Variation de la juste valeur	23,5	29,1
Solde à la fin de l'exercice	244,8	221,3

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que de la facilité de crédit rotative et des emprunts qu'elle contracte à des taux d'intérêt variables.

La Société reste à l'affût des fluctuations de taux d'intérêt et, au besoin, elle utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats d'échange de taux d'intérêt. Aux 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015, aucun contrat d'échange de taux d'intérêt n'était en circulation.

RISQUE DE CRÉDIT**Prêts et créances / cautionnements**

La Société vend des marchandises à des consommateurs et des commerçants situés au Canada. Elle accorde du crédit aux commerçants au moment de la vente de marchandises. De plus, elle consent à certains d'entre eux des prêts à long terme afin de les aider financièrement dans le cadre d'acquisitions d'entreprises ou elle se porte garante de prêts consentis par des institutions financières à ces mêmes commerçants. La Société s'expose ainsi au risque de crédit.

Afin d'atténuer le risque, la Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et elle s'est dotée d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter et les garanties à obtenir. Aux 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015, aucun de ses clients ne représentait plus de 10 % du total des prêts et créances.

La Société détient des garanties pour couvrir son risque de crédit. Elles prennent la forme de garanties sur des actifs de ses clients tels que des dépôts, des placements en actions de la Société et/ou des hypothèques de 2^e rang sur les stocks, les biens meubles, les biens incorporels et les débiteurs.

Au cours des dernières années, la Société n'a connu aucune perte significative relativement au risque de crédit.

Au 24 septembre 2016, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu des cautionnements était de 27,5 \$ (27,2 \$ au 26 septembre 2015) et aucun passif n'avait été comptabilisé à cette date.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

24 septembre 2016 et 26 septembre 2015

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net

Pour ses actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net, soit les contrats de change à terme et les opérations de swap de taux d'intérêt interdevises, la Société s'expose à un risque de crédit lorsque ces contrats entraînent des sommes à recevoir des institutions financières.

Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société s'est engagée auprès de quelques grandes institutions financières canadiennes afin de réduire son risque de crédit.

Au 24 septembre 2016, l'exposition maximale au risque de crédit pour les contrats de change à terme et les opérations de swap de taux d'intérêt interdevises correspondait à leur valeur comptable. Au 26 septembre 2015, la Société n'était pas exposée au risque de crédit à l'égard de ses contrats de change à terme, car ils entraînaient des sommes à payer.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

La Société est exposée au risque de liquidité principalement en raison de sa dette, de son passif relatif aux participations ne donnant pas le contrôle et de ses créditeurs.

La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie et elle estime que ses flux de trésorerie liés à ses activités opérationnelles sont suffisants pour couvrir entièrement ses besoins de fonds liés à ses activités de financement. Sa facilité de crédit rotative et ses billets de Série C, B et D viennent à échéance seulement en 2021, 2035 et 2044 respectivement. La Société a également accès à un solde autorisé non utilisé de 415,4 \$ sur sa facilité de crédit rotative.

Flux de trésorerie non actualisés (capital et intérêts)

	Créditeurs	Facilité et emprunts	Billets	Obligations en vertu de contrats de location-financement	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Échéance de moins d'un an	1 012,8	16,7	48,6	5,9	—	1 084,0
1 an à 10 ans	—	215,6	690,7	24,5	244,8	1 175,6
11 ans à 20 ans	—	2,5	765,8	11,0	—	779,3
Plus de 20 ans	—	15,8	423,2	—	—	439,0
	1 012,8	250,6	1 928,3	41,4	244,8	3 477,9

RISQUE DE CHANGE

La Société effectue certains achats en différentes devises et contracte, selon les conditions du marché, des emprunts US à même sa facilité de crédit rotative s'exposant ainsi à un risque de taux de change.

Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés, soit des contrats de change à terme et des opérations de swap de taux d'intérêt interdevises, afin de se protéger des variations de taux de change sur ses achats futurs de biens et services en différentes devises et sur ses emprunts US. Aux 24 septembre 2016 et 26 septembre 2015, la juste valeur des contrats de change à terme et des opérations de swap de taux d'intérêt interdevises étaient non significatives.

29. APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 24 septembre 2016 (incluant les chiffres comparatifs) ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 15 novembre 2016.

Administrateurs et dirigeants

Le conseil d'administration

Maryse Bertrand⁽³⁾
Montréal (Québec)

Stephanie Coyles⁽¹⁾
Toronto (Ontario)

Marc DeSerres⁽²⁾⁽³⁾
Montréal (Québec)

Claude Dussault⁽²⁾
Québec (Québec)

Serge Ferland
Québec (Québec)

Russell Goodman⁽¹⁾⁽³⁾
Lac-Tremblant-Nord (Québec)

Marc Guay⁽³⁾
Oakville (Ontario)

Christian W.E. Haub⁽²⁾
Greenwich (Connecticut)

Michel Labonté⁽¹⁾⁽²⁾
Montréal (Québec)

Eric R. La Flèche
Ville Mont-Royal (Québec)
Président et chef de la direction

Christine Magee⁽¹⁾
Oakville (Ontario)

Marie-José Nadeau⁽²⁾⁽³⁾
Montréal (Québec)

Réal Raymond
Montréal (Québec)
Président du conseil
d'administration

Line Rivard⁽¹⁾
Montréal (Québec)

La direction de METRO INC.

Eric R. La Flèche
Président et chef
de la direction

François Thibault
Vice-président exécutif,
chef de la direction
financière et trésorier

Christian Bourbonnière
Vice-président exécutif et chef
de la division du Québec

Carmine Fortino
Vice-président exécutif et chef
de la division de l'Ontario

Serge Boulanger
Vice-président principal,
centrales nationales d'achats
et marques privées

Martin Allaire
Vice-président,
immobilier et ingénierie

Geneviève Bich
Vice-présidente,
ressources humaines

Mireille Desjarlais
Vice-présidente,
contrôleure corporatif

Dan Gabbard
Vice-président,
chaîne d'approvisionnement

Frédéric Legault
Vice-président,
systèmes d'information

Luc Martinovitch
Vice-président et
directeur général,
McMahon Distributeur
pharmaceutique inc.

Gino Plevano
Vice-président,
stratégie numérique
et loyauté

Simon Rivet
Vice-président,
affaires juridiques et
secrétaire corporatif

Roberto Sbrugnera
Vice-président, trésorerie, risques
et relations avec les investisseurs

Yves Vézina
Vice-président national,
logistique et distribution

(1) Membre du comité d'audit

(2) Membre du comité des
ressources humaines

(3) Membre du comité de régie d'entreprise
et de mise en candidature

Renseignements aux actionnaires

Agent comptable des transferts et des registres
Société de fiducie CST

Inscription des titres
Bourse de Toronto
Symbole : MRU

Auditeurs
Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Adresse du siège social
11011, boul. Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V6

Pour se procurer la notice
annuelle, s'adresser au Service des
relations avec les investisseurs :
Tél. : (514) 643-1000

*The English version of this report
may be obtained from the
Investor Relations Department.
Tel: (514) 643-1000*

Les renseignements sur la Société
et les communiqués de presse
de METRO INC. sont disponibles
sur Internet à l'adresse suivante :
www.metro.ca

Assemblée annuelle
L'assemblée générale annuelle
des actionnaires aura lieu le
24 janvier 2017 à 10 h au :
Centre Mont-Royal
2200, rue Mansfield
Montréal (Québec) H3A 3R8

Dividendes*

exercice financier 2017

Date de déclaration
– 23 janvier 2017
– 25 avril 2017
– 15 août 2017
– 2 octobre 2017

Date d'inscription
– 15 février 2017
– 24 mai 2017
– 5 septembre 2017
– 27 octobre 2017

Date de paiement
– 13 mars 2017
– 15 juin 2017
– 26 septembre 2017
– 14 novembre 2017

* Assujettis à l'approbation du conseil d'administration

metro.ca



METRO s'est engagée à respecter les principes d'une entreprise responsable, notamment en matière d'environnement. En cohérence avec cet engagement, ce rapport annuel est fait en partie de papier recyclé postconsommation et est certifié FSC.

Le FSC® (Forest Stewardship Council®) est une norme internationale sur la chaîne de traçabilité qui assure le suivi du produit depuis la forêt jusqu'à sa mise en tablette, garantissant ainsi qu'il provient de sources respectueuses de la forêt.